

**LA FRANCE SÈME LA
MORT AUX QUATRE
COINS DU MONDE**

EN FINIR

**AVEC LES VENTES
D'ARMES ET LE
MILITARISME**



Dossier

**10 ANS DE CRISE DU
SYSTÈME CAPITALISTE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Transformation publique»:
non au plan de suppression
de 120000 emplois
Page 2

PREMIER PLAN
Brésil: et maintenant?
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
11 Novembre. Trump à Paris:
c'est la guerre!
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec le critique d'art
Philippe Cyroulnik
Page 12



Par CATHY BILLARD

«Transformation publique» : non au plan de suppression de 120 000 emplois

Dans la série «droit dans mes bottes», «je fais ce que j'ai dit», c'est Édouard Philippe qui s'y colle. Lundi 29 octobre, c'était le «Comité Interministériel de la transformation publique», devant 15 ministres convoqués pour recevoir les consignes de mise en œuvre déclinées dans chacun de leur ministère. Avec en ligne de mire une transformation majeure des services publics qui aboutirait, si on leur laisse les mains libres, à la disparition de la notion même de service public.

On pourrait dire «rien de nouveau sous le soleil», au vu de la tactique mise en œuvre par ce gouvernement: «fuite» des mesures coups de poing avec la mise en place fin 2017 d'un Comité pour l'action publique 2022, puis convocation d'un comité interministériel début février 2018 pour lancer des «pistes de travail». À chaque étape, le niveau de réaction des organisations syndicales est testé. Et à part des journées symboliques de protestation, les directions syndicales ont continué de s'inscrire dans tous les cadres de pseudo-négociation. Le gouvernement estime donc avoir les mains libres pour passer aux travaux pratiques. L'objectif est clair: le gouvernement a 3 ans pour supprimer 120 000 fonctionnaires, dont 50 000 dans la fonction publique d'État. Sous le vernis d'un discours qui se gargarise du verbiage «start-up nation», «transformation numérique», «intelligence artificielle», «datamining»... il y a la réalité: prétendre faire fonctionner des services publics virtuels avec le moins de personnes physiques possible. Ce qui est la négation du service public: répondre humainement à des besoins.

Le gouvernement reprend les méthodes du privé pour liquider les emplois: «plans de départs volontaires» pour les fonctionnaires qui pourraient toucher le chômage (bonjour les caisses de l'assurance chômage); création d'une «agence de reconversion» pour les accompagner; extension du recrutement de contractuels; et développement de la gestion managériale du personnel et des moyens financiers avec paiement au mérite. Les enjeux sont posés, et la balle est dans le camp des salariéEs et des usagerEs, ainsi que de leurs organisations: il y a urgence à construire un mouvement d'ensemble, bloquer la machine et prendre le temps de discuter ce que seraient des services publics fonctionnant pour répondre aux besoins réels, sous le contrôle des agentEs et des usagerEs qui sont les mieux à même de décider.

BIEN DIT

«Au cours des trois dernières années, vos mots et vos politiques ont renforcé un mouvement nationaliste blanc de plus en plus puissant. Vous avez déclaré que l'assassin était maléfique, mais la violence survenue hier est le résultat direct de votre influence. Président Trump, vous n'êtes pas le bienvenu à Pittsburgh tant que vous ne dénoncerez pas sans réserve le nationalisme blanc.»

Le groupe local de l'association progressiste juive étatsunienne BEND THE ARC, au lendemain de l'attaque meurtrière contre la synagogue de Pittsburgh.

À la Une

LA FRANCE SÈME LA MORT AUX QUATRE COINS DU MONDE

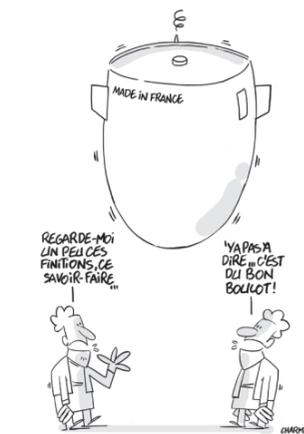
En finir avec les ventes d'armes et le militarisme

«Beaucoup de pays sont confrontés à cette situation: avoir livré des armes à d'autres pays alors que ces armes n'étaient pas censées être utilisées.» Ainsi s'exprimait, en février dernier, la ministre des Armées Florence Parly, questionnée sur France Inter à propos des ventes d'armes françaises à l'Arabie saoudite. Une réponse témoignant, selon certains, d'une mauvaise maîtrise des «éléments de langage» du gouvernement, mais qui révèle surtout le cynisme, pour ne pas dire le mépris, affiché par les autorités à l'égard de celles et ceux qui, chaque jour, sont mutilés ou tués par des armes «made in France». Lorsque l'économie et la diplomatie s'en mêlent, il n'y a guère de place pour l'humanisme.

Marchands de mort

Dans l'introduction de l'édition 2018 du «Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France», la même Florence Parly écrivait: «Nos exportations de défense ont un rôle économique, bien sûr, mais elles comportent également une dimension stratégique centrale. Elles contribuent à tisser des liens avec nos partenaires, engagés, comme nous, dans la lutte contre le terrorisme et toutes les menaces auxquelles la France fait face. Créer une relation d'armement avec un pays, ce n'est pas seulement trouver de nouveaux clients, c'est également bâtir un partenariat fondé sur des impératifs stratégiques communs et sur la défense de nos intérêts de sécurité.» Et le moins que l'on puisse dire est que la France a su, au cours des dernières années, «tisser des liens» avec de plus en plus de «partenaires»...

Une mention toute particulière pour le quinquennat Hollande, avec une augmentation des exportations de 45% entre 2011 et 2016, pour atteindre des records historiques qui placent la France sur le podium mondial des marchands de mort. Une politique assumée par Hollande, que l'on a pu voir déclarer sans ambages, dans le documentaire *Mon pays fabrique des armes*, réalisé par Anne Poiré et récemment diffusé sur France 5: «Est-ce bien notre rôle de vendre des armes? Oui, c'est notre rôle. Parce que si nous ne vendions pas un certain nombre de matériels, le risque c'est que d'autres le fassent à notre place.» Limpide.



Un sujet tabou?

L'actualité récente a jeté une lumière crue sur cette politique, avec notamment la publication d'un rapport d'Amnesty International sur l'utilisation de matériel français, par la dictature militaire égyptienne, pour réprimer son opposition dans le sang, ainsi qu'avec la tragique situation humanitaire au Yémen, due à l'intervention militaire conduite par l'Arabie saoudite, qui a passé plus de 11 milliards d'euros de commandes d'armement à la France au cours des 9 dernières années. Le scandale international consécutif à l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, qui a conduit Angela Merkel à annoncer la «suspension» des livraisons d'armes allemandes à l'Arabie saoudite, a été l'occasion, pour certains journalistes, de questionner directement Macron à propos des ventes d'armes françaises. Réponse de l'intéressé: «Il ne faut pas tout confondre.» C'est tout? C'est tout.

Les exportations d'armement sont un véritable tabou en France, et l'on ne peut que se féliciter de constater que, grâce à l'action déterminée d'associations, d'ONG et de certains journalistes d'investigation, le voile soit peu à peu levé sur ce qui constitue rien moins qu'un scandale d'État. Le «savoir-faire» français en matière d'armement contribue en effet grandement à maintenir des régimes autoritaires au pouvoir et à alimenter des guerres qui frappent des millions de civils. L'industrie de mort française est co-responsable de la descente aux enfers que connaissent des ensembles régionaux tout entiers, à l'image du Moyen-Orient vers lequel le «pays des droits de l'homme» exporte toujours plus de matériel militaire, en toute impunité.

Défendre le désarmement et la démilitarisation

Et force est malheureusement de constater que du côté des forces politiques institutionnelles, c'est l'unanimité qui l'emporte. Défense des «intérêts français», défense des groupes industriels, défense des emplois générés par l'industrie de l'armement: tous les arguments sont bons pour ne pas pointer les responsabilités de la France dans les conflits militaires de plus en plus nombreux aux quatre coins du monde. Quitte à verser parfois dans les postures les plus contradictoires, à l'instar de celle de Jean-Luc Mélenchon et de la FI qui, tout en dénonçant les exportations d'armes en Arabie saoudite, n'ont de cesse de saluer la bonne santé du complexe militaro-industriel français. Le 25 octobre, Jean-Luc Mélenchon et

Bastien Lachaud, député FI de Seine-Saint-Denis, se rendaient ainsi, au Bourget, au salon Euronaval, «rendez-vous mondial des technologies navales du futur», avec ce commentaire de JLM sur Twitter, photos à l'appui: «Visite des stands Thalès, MBDA, Naval Group, Ministère des Armées et Navire des métiers. La France doit se donner les moyens d'assurer sa souveraineté sur son territoire maritime, le 2^e plus vaste du monde.» Misère du «patriotisme»...

À l'opposé de toute apologie des industries d'armement français, de toute logique «bloc contre bloc» et de tout chauvinisme, il est urgent d'assumer des mots d'ordre défendant une perspective de désarmement et de démilitarisation. Cela commence par l'arrêt des exportations des engins de mort français et, au-delà, le démantèlement du complexe militaro-industriel, avec, cela va sans dire, une reconversion industrielle qui pourrait notamment s'orienter vers le domaine de la transition énergétique (trains, métros, tramways, énergies renouvelables...). Soit une politique de désarmement unilatéral et général, qui implique également la destruction de la force de dissuasion nucléaire française et, sur le plan politique, la sortie de l'Otan et l'arrêt des interventions militaires françaises à l'étranger. Des revendications que d'aucuns jugeront radicales, mais qui ne représentent rien d'autre que le minimum syndical pour mettre un terme à la fuite en avant militariste générée par un système capitaliste au sein duquel les guerres ne sont pas des accidents, mais des nécessités.

Julien Salingue

BRÉSIL

Et maintenant?

Sans surprise, Jair Bolsonaro a été élu dimanche avec une confortable avance de 55,2% des voix. 58 millions de BrésilienEs l'ont soutenu, soit presque 10 millions de plus qu'au premier tour... Le crypto-facho, nostalgique de la dictature, adepte des déclarations les plus réactionnaires et des méthodes les plus autoritaires, aura-t-il pour autant les coudées franches pour gouverner?

Dans cette campagne, le politicien haineux et opportuniste (il a adhéré au PSL en janvier dernier... après avoir appartenu auparavant à neuf autres partis!) a pu profiter d'un alignement néfaste des planètes: affaires et accusation de corruption, rejet du PT, effondrement de la droite

institutionnelle, pression militaire, manœuvres judiciaires... Ses différents soutiens peuvent aujourd'hui se frotter les mains.

À qui profite le crime?

Grands patrons, membres de la police et de l'armée, miliciens, évangélistes et croyants fanatisés...



DR

ils sont nombreux à avoir aidé à l'élection de Bolsonaro. Issus souvent de secteurs revanchards, tous y voient des intérêts convergents, à commencer par ceux des grands patrons brésiliens. Aussi il n'était pas étonnant de voir la bourse de Sao Paulo bondir de 3% à l'ouverture de la séance lundi matin...

«Une sorte de paradis patronal», dit un économiste brésilien. Si Bolsonaro assume ne rien connaître en économie, les «marchés» et la bourse ont eux une totale confiance en son conseiller économique, l'ultra-libéral Paulo Guedes. Ainsi, les annonces de Bolsonaro dans sa campagne – réforme des retraites par capitalisation, privatisation d'au moins la moitié des entreprises publiques... – ont été saluées comme il se doit. La perspective de libéraliser l'accès aux armes à feu pour la population a quant à elle fait monter les actions du vendeur d'armes Taurus... Et dans le domaine agricole, les ruralistas, la branche la plus conservatrice de l'agrobusiness brésilien, soutiennent à fond Bolsonaro, notamment ses multiples attaques contre les droits des peuples indigènes et ses velléités de remettre en cause l'accord climat signé à Paris.

Un monde à changer

NOVEMBRE 1918: LEUR MÉMOIRE ET LA NÔTRE. Du dimanche 4 au vendredi 9 novembre, Emmanuel Macron va parcourir deux régions, onze départements et dix-sept villes. Il achèvera son périple à Paris pour les commémorations du 11 Novembre avec un discours prononcé sous l'Arc de triomphe devant une soixantaine de chefs d'État (dont Donald Trump) et de dirigeants d'organisations internationales. Le déferlement patriotard et impérialiste ne s'accommode pas, semble-t-il, de fausses notes, même les plus minimes. Ainsi, le directeur académique de l'Éducation nationale de l'Indre vient d'interdire aux élèves du village de Toumon-Saint-Martin de chanter, lors de la cérémonie organisée par la commune pour la commémoration du 11 Novembre, la *Chanson de Craonne*. La chanson a été inspirée par un air à la mode à l'époque mais ses paroles ont été écrites par des anonymes. Elle s'est diffusée clandestinement et a été notamment entonnée en 1917 par les soldats qui se sont mutinés (dans une cinquantaine de régiments) après une offensive très meurtrière au Chemin-des-Dames. On verra comment les choses vont en définitive se passer, mais cet événement est significatif. Le premier couplet est

clairement loin des roulements de tambour patriotiques:

« Personne ne veut plus marcher
Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot
On dit adieu aux civ'lots
Même sans tambours, même sans trompettes
On s'en va là-haut en baissant la tête »
Et le refrain final:
« Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini, car les trouffions
Vont tous se mettre en grève
Ce s'ra votre tour, messieurs les gros
De monter sur le plateau
Car si vous voulez faire la guerre
Payez-la de votre peau »

La chanson a été longtemps interdite. Raison de plus pour l'entonner le 11 Novembre et manifester contre Trump, Macron est tous les brigands impérialistes et fauteurs de guerre réunis à Paris.

ITALIE Ni avec le gouvernement Salvini-Di Maio ni avec Bruxelles

Le désaccord entre le gouvernement italien et la Commission européenne qui conteste le projet de budget italien et menace l'Italie d'une procédure d'infraction aux règles européennes, est un conflit entre diverses composantes du capitalisme italien et européen qui restent toutes, cependant, dans le cadre libéral du choix de l'austérité.

Pas de remise en cause du libéralisme économique ni des logiques du marché capitaliste: le conflit porte sur la façon de distribuer la richesse produite par les classes laborieuses entre les différents secteurs de la classe dominante, entre la petite, la moyenne et la grande bourgeoisie. Cette opposition s'exprime aussi sur le plan politique, en vue des prochaines élections européennes, entre les forces libérales traditionnelles (centre droit et centre gauche) qui dirigent l'Europe depuis des décennies et les forces de droite, nationalistes et xénophobes, qui se sont nourries de la crise sociale. Au-delà des polémiques verbales, Bruxelles et Rome sont encore à la recherche d'un compromis qui permette à tous de sauver la face.

Autérité

Le projet de budget porte le déficit du bilan italien à 2,4 %, au-delà de la « souplesse financière » déjà accordée par Bruxelles, mais ne rompt pas avec l'austérité (toutes

les mesures des gouvernements précédents sont confirmées), tant il est vrai que les dépenses publiques restent inférieures aux recettes, ce qui entraîne un excédent primaire de plusieurs dizaines de milliards; le déficit ne provient que des intérêts de la dette. De quoi, au contraire, les travailleurEs auraient-ils besoin? Que les entreprises et les riches paient vraiment leurs impôts, qu'il y ait une augmentation des dépenses pour améliorer la santé, l'école, etc., que la contre-réforme des retraites soit supprimée, qu'il y ait des investissements publics pour créer des millions d'emplois stables... Mais aussi que l'on supprime le « Job Act » qui a détruit le droit du travail; et que l'on réduise le temps de travail, sans réduction de salaire, pour créer des emplois.

Appauvrir et diviser

Aucune de ces mesures n'est prévue par le gouvernement: l'argent récupéré en augmentant le déficit servira à maintenir la réduction d'impôts accordée aux entreprises

(40 milliards d'euros en trois ans), à introduire la « flat tax » à 15% pour les petits et les moyens patrons et à offrir aux évadés fiscaux une nouvelle réduction d'impôts. La modification très partielle de la contre-réforme des retraites permettra peut-être à des secteurs très limités de travailleurEs de partir en retraite avant 67 ans mais elle sera payée par les travailleurEs eux-mêmes par une réduction du montant des pensions d'environ 20%. Le « revenu de citoyenneté » pour celles et ceux qui n'ont pas de ressources se présente comme une simple aumône pour les pauvres, à la condition d'accepter tout type de travail et d'être disponible pour fournir une part de travail gratuit. Les migrantEs sont exclus de cette « bienfaisance » afin de diviser encore plus entre eux les travailleurEs et les chômeurEs, les Italiens et les migrantEs.

Pour récolter l'argent nécessaire, on prévoit de nouvelles coupes concernant la dépense publique, les services sociaux, l'école, la santé, les migrantEs.

Réactionnaire et raciste

Le gouvernement de Salvini et Di Maio est le gouvernement des patrons, grands et petits, réactionnaire et raciste, antidémocratique, qui se prépare même à s'attaquer aux conquêtes fondamentales des femmes. Des résistances et des oppositions significatives commencent toutefois à se manifester. Contre la loi de finances, contre tout racisme, fascisme et nationalisme et, simultanément, contre le libéralisme et les politiques des institutions capitalistes européennes de Bruxelles, les travailleurEs doivent absolument reconstruire la mobilisation solidaire de touTEs, autochtones et migrantEs, pour défendre les conditions de vie, de salaire, d'emploi, et les bases de la démocratie elles-mêmes. Le 10 novembre aura lieu à Rome une grande manifestation nationale appelée par des forces syndicales, politiques et sociales de la gauche autour du mot d'ordre: « *Tous unis et solidaires contre le gouvernement, le racisme et le décret Salvini* ».

Franco Turigliatto

Du point de vue la méthode, autoritaire et violente, tout ce que le Brésil compte de forces réactionnaires constituées ont appuyé Bolsonaro: 72 militaires viennent d'être élus à des postes de députés fédéraux et d'États, et plusieurs généraux de réserve vont intégrer le gouvernement. Et le véritable permis de tuer qu'il veut accorder à la police brésilienne trouve un écho important parmi celle-ci, la plus violente du monde (plus de 5000 personnes tuées par an). Niveau politique extérieure, les USA de Trump peuvent sans nul doute aussi crier victoire. Par bien des aspects, de la critique de la Chine aux remises en cause des questions écologistes en passant par son anti-madurisme primaire, le programme de Bolsonaro semble, en effet, souvent un copier-coller de celui du président US... Et Trump de tweeter lundi son souhait de

« rapprochement dans les domaines commercial et militaire »...

Contradictions et résistances

Pour autant, pour le président d'extrême droite et ses soutiens, rien n'est réglé. D'abord parce que, même dimanche dans les urnes, le pays n'a pas été domestiqué ou abattu. Fernando Haddad, le candidat perdant du Parti des travailleurs, a rassemblé 47 millions de voix au second tour, soit 16 millions de plus qu'au premier tour. Et cela dans le contexte d'un entre-deux-tours explosif, sur fond de campagne d'intox et de violences. De plus, le résultat électoral montre un pays fortement divisé: Bolsonaro a perdu dans le Nordeste, une région importante, et ailleurs le nombre élevé de votes en sa faveur – par exemple dans des États tels que Rio de Janeiro et São Paulo – semble plus souvent lié à un rejet du PT qu'à une adhésion à ses

positions et propositions politiques. Si on ajoute les 42 millions de votes blancs, nuls ou abstentionnistes (31% des électeurEs, 12 millions de plus qu'au premier tour) et le fait que, pour la première fois, un président est élu sans la majorité des voix des revenus les plus faibles du pays, on peut dire que la victoire de Bolsonaro est loin d'être un raz-de-marée, même si elle n'en est pas moins dangereuse. Par ailleurs, les contradictions sont explosives. La base sociale de Bolsonaro, en particulier dans sa composante la plus populaire, est par exemple sensible à la lutte contre la corruption et à son discours ultra-sécuritaire décomplexé, mais ne semble pas prête à le suivre sur la mise en œuvre de ses principales contre-réformes. Ainsi, selon différentes études, à peine plus qu'il devrait vendre tout ou partie des principales entreprises d'État,

une mesure pourtant annoncée pour prétendument réduire la dette du pays. Les trois quarts de la population sont en outre opposés à la réforme des retraites, présentée comme une priorité dans la campagne. Tout cela crée autant de brèches dans lesquelles la contestation sociale pourrait bien s'engouffrer, contre les reculs sociaux annoncés, en défense des libertés démocratiques menacées ou des minorités et courants politiques stigmatisés. Aussi, alors que Macron vient de féliciter le nouveau président, affirmant sa volonté de poursuivre sa coopération avec ce pays « dans le respect » des « principes démocratiques », nous voulons pour notre part assurer le peuple brésilien, le monde du travail, toutes celles et ceux d'en bas, de toute notre solidarité internationaliste, en particulier pour ses résistances et luttes à venir.

Manu Bichindaritz

Le chiffre

14%

C'est l'augmentation des salaires des PDG des groupes du CAC 40, selon une étude publiée par Proxinvest le mercredi 24 octobre. Ils ont touché en moyenne, en 2017, 5,1 millions d'euros. L'austérité, ce n'est pas pour tout le monde...



Agenda

Lundi 5 novembre, «1918-1923:

La vague révolutionnaire en Allemagne», Strasbourg. À 20h au Cardek, 1, place des Orphelins. Organisé par le NPA et animé par Patrick Le Moal.

Mercredi 7 novembre, «80 ans après la Nuit de cristal», Paris.

À 19h, mairie du 4^e arrondissement, 2, place Baudoyer (M^o Hôtel de Ville). Conférence organisée par Memorial 98.

Dimanche 11 novembre, manifestation «Trump, c'est la guerre», Paris. À 14h, place de la République (voir page 5)

Lundi 12 novembre, manifestation

éducation Paris. À 14h, place Edmond-Rostand, entrée principale du Jardin du Luxembourg, RER-B Luxembourg.

Mercredi 14 novembre, meeting du

NPA, Paris. Avec Olivier Besancenot et Philippe Poutou, à 20h, à La Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, M^o Gambetta.

NO COMMENT

« Face à la montée d'extrêmes, que ce soit d'extrême droite ou d'extrême gauche partout dans le monde, il faut être d'extrême courage et c'est ce à quoi nous appelons ici. »

JEAN-BAPTISTE LEMOYNE, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, France 2, 29 octobre 2018.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

INITIATIVE

Semaine antiraciste : du 20^e : une réussite !

Retour sur une semaine de rencontres, de projections, de débats, de manifestations...

ImpliquéEs dans le collectif 20^e Solidaire avec touTEs les migrantEs, soutiens au collectif des sans-papiers et aux luttes des résidentEs des foyers du 20^e, nous faisons en juillet le constat que nous n'avons pas réussi à entraîner de larges secteurs du mouvement social dans la mobilisation contre la loi asile-immigration. Face aux conséquences prévisibles et dramatiques de cette loi, au développement des discours racistes et des agissements des fascistes, aux violences policières dans nos quartiers et à la casse organisée de la solidarité dans les foyers, nous avons décidé d'organiser une semaine antiraciste dans notre quartier. Parce que nos forces étaient limitées, il nous fallait absolument trouver d'autres personnes susceptibles de rejoindre ces luttes. Cet événement avait donc d'abord pour but d'inciter les habitantEs et les salariéEs à venir nous rencontrer, à échanger, et à s'organiser.

Initiatives multiples

Cette semaine, nous l'avons d'abord pensée en collaboration avec les collectifs avec lesquels nous militons depuis des mois, à l'échelle de l'arrondissement et du cadre de la Marche des Solidarités : CSP 20^e (Collectif des sans-papiers), COPAF (Collectif pour l'avenir des foyers), Vies colées (collectif dont fait partie Ramata Dieng, sœur de Lamine Dieng, un jeune du quartier tué en 2007 dans un fourgon de police). Nous l'avons envisagée également comme un événement ouvert à tous les réseaux qui avaient l'envie de s'impliquer pour donner de la visibilité à ces sujets, selon des modalités simples : chaque groupe est libre d'organiser l'événement qui lui paraît le plus approprié. C'est ainsi par exemple que le MFC (Ménilmontant football club, club de foot antifasciste) a organisé un tournoi de football solidaire, ou qu'un bar du quartier a proposé une projection/débat sur Octobre 1961.

La semaine antiraciste vient de s'achever. Tous les soirs, les salles étaient remplies (entre 50 et 90 personnes), pour des projections-débats sur des sujets aussi divers qu'Octobre 1961, l'accueil des migrantEs et la nécessité de déconstruire les préjugés, une rencontre sur le difficile accès aux soins des migrantEs – organisée par le CSP20 avec un sociologue, des syndicalistes et un médecin militant, la projection du film *Dire à Lamine* du collectif Cases rebelles en présence de Ramata Dieng et Assa Traoré, un débat sur les luttes dans les foyers de travailleurs immigrés des années 1970 à aujourd'hui, qui s'est tenu dans l'un des nombreux foyers du 20^e.

Des projets pour la suite

Samedi, le CSP20 avait proposé d'organiser une déambulation dans les rues passantes du quartier pour se faire connaître des habitantEs, et une fête le soir. Malgré le froid, environ 150 personnes y ont participé, réchauffés par l'animation conjointe du collectif et d'une fanfare, permettant la visibilité et la diffusion d'environ 3000 argumentaires aux passantEs. Dimanche, le tournoi de foot solidaire a réuni une dizaine de collectifs du quartier.

Nous avons aujourd'hui de nombreuses questions sur la meilleure façon de développer un mouvement antiraciste à partir de ce potentiel, et d'ores et déjà de nombreux projets pour la suite : une rencontre entre tous les résidents des foyers du quartier, des déambulations régulières, un calendrier de manifestations issu de la dernière assemblée de la Marche des Solidarités (notamment le 18 décembre et le 16 mars). Bref, le type d'initiatives dont on sort épuiséEs, mais hyper motivéEs !

Vanina Giudicelli

En 1996, une nouvelle disposition a été ajoutée à la Constitution de 1958, elle a institué « les lois de financement de la Sécurité sociale [qui] déterminent les conditions générales de son équilibre financier et, compte tenu de leurs prévisions de recettes, fixent ses objectifs de dépenses ». Dès 1997, le budget de la Sécu est enserré dans une enveloppe étroite, rompant ainsi avec le principe proclamé en 1945 à la création de la Sécu, selon lequel « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ». Dès lors c'est l'inverse qui s'impose : les besoins doivent s'adapter aux moyens accordés par le Parlement, et toujours plus d'austérité est imposée aux malades, aux retraitéEs, aux familles. Macron amplifie les mesures antisociales de ses prédécesseurs, et veut en plus imposer de nouvelles dispositions qui subrepticement faciliteront la mise en œuvre de contre-réformes. La LFSS devient un instrument de casse de la Sécu.

La diète pour la famille, les retraitéEs et la santé

En raison notamment du vieillissement de la population et d'une meilleure prise en charge des maladies chroniques, la progression naturelle des dépenses de santé en 2019 est évaluée à 4,5%, mais l'augmentation réelle sera limitée à 2,5%. Les hôpitaux, les maternités, les EHPAD, déjà lourdement sinistrés, devront réaliser 3,8 milliards d'économies supplémentaires. L'augmentation des allocations familiales et des pensions de retraite sera limitée à 0,3%, alors que l'inflation de 2019 est estimée entre 1,7% et 2%.

Le gouvernement annonce le « 100% santé ». Cela concerne uniquement les remboursements par la Sécu et les complémentaires santé des frais d'optique, de soins dentaires et d'audioprothèses contenus dans un panier de soins. Un exemple : le tarif des montures de lunettes remboursées sans reste à charge

Vers la destruction de la Sécu ?

La Loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) examinée au Parlement depuis le 23 octobre, sera définitivement adoptée le 4 décembre. Elle contient des dispositifs qui permettront de saper les fondements de la Sécurité sociale.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

sera de 30 euros. Les équipements de meilleure qualité resteront à tarif libre et seront remboursés par les complémentaires santé dans les conditions définies par les contrats. La plus grosse fédération de mutuelles (la FNMF) a déjà annoncé une augmentation de ses tarifs de 4 à 5%. Le modèle du Medef, un filet de sécurité de bas de gamme pour les pauvres et des assurances privées pour ceux qui peuvent payer, commence à être instauré.

Vers un assèchement des caisses ?

Le budget de 2018 de la Sécu est officiellement excédentaire, c'est le fruit des déremboursements, des coupes budgétaires dans les hôpitaux, de l'absence de revalorisation des retraites et des allocations familiales... Le gouvernement a décidé de mettre fin à l'autonomie du budget de la Sécu en puisant dans sa caisse pour renflouer le budget de l'État. Les nouvelles exonérations

de cotisations (sur les heures supplémentaires notamment) ne seront pas compensées. Et la loi de finances de l'État pour 2019 prévoit même de piquer dans les caisses de la Sécu pour financer les exonérations de

cotisations accordées par le passé (1,5 milliard en 2020, 3,5 milliards en 2021 et de 5 milliards en 2022), peu importe la situation financière des caisses ces prochaines années. Les caisses de Sécu pourraient ainsi être asséchées.

Le débat de révision de la Constitution, suspendu grâce à Alexandre Benalla, va reprendre. Il n'y aura plus de loi de financement de la Sécu mais de la « protection sociale », intégrant ainsi des institutions étatiques, départementales, privées... La Sécu sera diluée dans une vaste entité et l'État pourra éventuellement éponger son déficit en plongeant dans les caisses de l'aide sociale, des complémentaires santé et retraite... L'achèvement de la Sécu se profile : vigilance et mobilisation !

S. Bernard

Rire ou pleurer : le forfait de réorientation des urgences vers les soins de ville

Les parlementaires ont voté un amendement à la LFSS de 2019. Pour désengorger les urgences des hôpitaux, les patientEs pourront être renvoyés vers un médecin libéral si la prise en charge aux urgences n'est pas considérée comme nécessaire. Les hôpitaux toucheront une prime de 20 à 60 euros à chaque renvoi. En clair :

- Cela pourra se conclure par un renoncement aux soins, les plus démunis se présentant aux urgences car ils ne peuvent pas faire l'avance du paiement au médecin exerçant en libéral ou payer les dépassements d'honoraires ;
- Les médecins de ville sont déjà surbookés, il n'est pas certain qu'ils soient disponibles, notamment dans les déserts médicaux ;
- L'hôpital compensera (un peu) son manque de moyens financiers en renvoyant des patientEs ;
- Cette disposition est censée faire gagner du temps aux urgentistes, mais comment décider sérieusement de renvoyer un malade sans procéder à un examen médical ?
- La Sécu paiera deux fois : le renvoi et la consultation dans le secteur libéral.

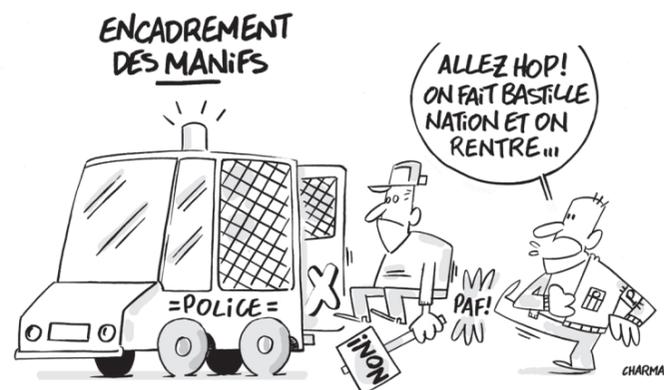
RÉPRESSION Menaces supplémentaires sur la liberté de manifester

« Prévenir et sanctionner les violences lors des manifestations » : tel est l'intitulé chantant de la proposition de loi adoptée par le Sénat en première lecture le 23 octobre. Proposé par le groupe Les Républicains, ce texte, qui n'a pour l'instant pas force de loi puisqu'il n'a pas été examiné par l'Assemblée nationale, propose de durcir les dispositifs répressifs contre les manifestations, et de restreindre encore un peu plus les libertés publiques.

« Bien davantage que de casseurs de vitrines, il s'agit en fait de briseurs de République. Eh bien, la République doit briser ces groupes » : le ton martial adopté par Bruno Retailleau, président des sénateurs LR, est à l'image du contenu de la proposition de loi. Exploitant les événements du 1^{er} Mai dernier à Paris, le texte prend prétexte de l'existence et de l'action des « black blocs » pour s'en prendre, en réalité, à toutes celles et tous ceux qui manifestent pour résister à la destruction méthodique de nos droits et acquis sociaux.

Une batterie de dispositifs liberticides

L'une des principales dispositions de la proposition de loi est la généralisation de la possibilité, pour les préfets, de prononcer des interdictions de manifester, à titre préventif, contre « toute personne dont la participation à cette manifestation constitue un risque d'une particulière gravité pour l'ordre public ». Lorsque l'on connaît l'usage élastique qui peut être fait



de la notion d'« ordre public », on mesure aisément les résultats que pourrait engendrer l'inscription, dans le droit commun, d'un tel dispositif, jusqu'alors utilisé de manière « exceptionnelle » (et déjà arbitraire). Une mesure qui s'accompagnerait de la création d'un « fichier national de personnes interdites de manifestations ». Il est vrai que l'on manquait de fichiers...

Autre mesure proposée dans le texte, la transformation de l'infraction de

dissimulation du visage lors d'une manifestation en délit, puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende. Le Sénat va même encore un peu plus loin en proposant de modifier l'article 43110 du code pénal, qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende le fait de participer à une manifestation en étant détenteur d'une arme. La peine concernerait désormais les individus porteurs d'une « arme par destination », « c'est-à-dire tout objet

qui, sans être en soi une arme, peut être utilisé en tant que tel ». « C'est-à-dire » une longue liste potentielle d'objets... Signe des temps, le texte propose même d'inclure « le fait de détenir ou de faire usage, sans motif légitime, de fusées d'artifice ». Les cheminotEs n'ont qu'à bien se tenir...

« Présomption de responsabilité collective »

Les contrôles aux abords des lieux de manifestation seraient également renforcés, avec la possibilité pour les préfets d'établir des « périmètres ciblés » dans lesquels pourraient être organisées « des fouilles ciblées, pendant les douze heures qui précèdent la manifestation et jusqu'à dispersion ». Avec la possibilité que la police soit assistée, lors de ces contrôles, par « des agents de sécurité privée ». No comment...

Enfin, on notera une autre trouvaille des sénateurs LR, avec la proposition de consacrer une « présomption de responsabilité civile collective » par laquelle les personnes condamnées pour des faits de violences lors de manifestations « sont présumées coresponsables de l'ensemble des dommages résultant de la ladite manifestation ». On imagine facilement le genre d'escalade à laquelle une telle disposition pourrait conduire... Le texte n'a pas, pour l'instant, franchi les portes du Sénat. Le gouvernement explique qu'il souhaite un texte « plus abouti », et a expliqué qu'un groupe de travail commun aux ministères de la Justice et de l'Intérieur rendrait ses conclusions le 15 janvier. La vigilance s'impose... J.S.

MARCHE EN AMÉRIQUE CENTRALE Laissez-les entrer!

Les marcheurEs souhaitent échapper à une vie de pauvreté qui est produite par la domination des États-Unis et des firmes multinationales sur leurs pays respectifs. Les masses de la région sont surexploitées, et au côté des firmes les oligarques se taillent la part du lion. Il s'agit d'une région riche dont la population, si l'on y inclut le Mexique, équivaut à la France et à l'Allemagne combinées. Cette opération d'exploitation a pour corollaire la crise fiscale permanente produite par le pillage direct des caisses de l'État (la femme de l'ancien président du Honduras a été accusée d'avoir ponctionné 40 millions de dollars de la caisse de sécurité sociale) et l'absence d'un système de taxation moderne qui est nécessaire à tout système de sécurité sociale viable. Alors que les États d'Amérique centrale recevaient leur part d'investissement direct étranger avant 2008, avec la crise celui-ci a chuté de 30%, créant une fuite des capitaux. Cela a signifié l'augmentation du chômage pour les jeunes, qui sont aisément tenté par une vie de crime dans les gangs, où l'argent est facile et la vie est courte. La majorité des marcheurEs sont des jeunes qui fuient les menaces de violence des gangs et la pauvreté. De plus, la contraction du marché de l'emploi américain a eu pour effet de créer des emplois mal payés dans les services, notamment le travail agricole et les emplois domestiques, qui emploient à 80% des immigréEs sans papiers.

Coup d'État au Honduras

Au-delà de toutes ces causes générales, il faut se pencher sur les causes spécifiques au Honduras, à savoir la répression de la jeunesse par le gouvernement néolibéral du pays depuis l'élection de décembre 2017. Cette élection, que même l'organisation des

Les 8 000 pauvres marchant à travers les États d'Amérique centrale vers les États-Unis sont un indice supplémentaire des contradictions sociales qui explosent depuis la crise de 2008. Les marcheurEs, qui avancent ensemble afin d'échapper aux gangs et aux trafiquants d'être humains, sont originaires principalement du Honduras, pays exploité et ravagé par l'impérialisme américain. Laissez-les entrer!



DR

États américains (OEA), fidèle valet de l'impérialisme US, a considéré comme frauduleuse, a été volée, au grand jour, par l'oligarque Juan Orlando Hernandez (JOH). Le candidat du Front populaire était en tête quand le tribunal électoral a prétexté un problème informatique pour interrompre le comptage. Quand le comptage a recommencé, l'avance du candidat du Front populaire avait diminué et JOH a été réélu...

La classe ouvrière du Honduras s'est soulevée contre cette fraude. Dans les quartiers pauvres et notamment le Nord du pays, ce soulèvement a pris un caractère semi-insurrectionnel. Des barricades ont été érigées et la police a été chassée des quartiers. La police spéciale anti-émeutes, les Tigres, a plusieurs fois refusé de

réprimer le mouvement des masses et a déclaré sa neutralité. Cependant la force du mouvement a progressivement baissé, notamment en raison de la politique suiviste de la gauche face à l'électoratisme de la direction bourgeoise du Front populaire. Le gouvernement a eu également recours à une terrible répression : assassinats ciblés de leaders du mouvement, particulièrement les activistes indigènes et les syndicalistes, tabassages, emprisonnements arbitraires et licenciements.

Ouvrir les frontières

Aux États-Unis, Trump mobilise ses troupes avec une rhétorique anti-immigréEs, et annonce le déploiement de milliers de militaires à la frontière avec le Mexique.

Les Démocrates ne le combattent que mollement, eux qui furent responsables du coup d'État de 2009 au Honduras, alors supervisé par Hillary Clinton.

La première revendication des mouvements révolutionnaires est celle de l'ouverture des frontières : aucun être humain n'est illégal. La seconde étape serait de mobiliser les latinos habitant dans les États frontaliers du Mexique : Californie, Arizona, Texas. La majorité des CalifornienEs ont des origines latinos. Un chant entendu dans les rues de San José (Costa Rica) pendant la grève générale disait : « Une blessure à un est une blessure pour tous ! Ouvrez les frontières ! Détruisez le mur ! »

Elena Zeledon (Costa Rica) et Stan Miller

PALESTINE Quand les autorités palestiniennes recourent à la torture

Le 23 octobre, l'ONG de défense des droits humains Human Rights Watch publiait un rapport consacré aux « arrestations arbitraires et [aux] tortures sous l'Autorité palestinienne et le Hamas ». Un document préoccupant mais guère surprenant, tant on sait que les directions des principales forces palestiniennes sont davantage préoccupées par leurs maigres positions de pouvoir et leurs avantages matériels et symboliques que par le sort du peuple palestinien.

Le rapport de Human Rights Watch repose essentiellement sur des témoignages recueillis auprès de Palestiniens victimes de mauvais traitements de la part des diverses forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) et du Hamas. Ces témoignages sont accablants, et confirment ce que celles et ceux qui s'intéressent à la situation en Cisjordanie et à Gaza, au-delà du seul rapport entre les Palestiniens et Israël, savaient – malheureusement – déjà.

« Vingt-cinq ans après les accords d'Oslo, les autorités palestiniennes n'ont acquis qu'un pouvoir limité en Cisjordanie et à Gaza. Pourtant, là où elles jouissent de l'autonomie, elles ont développé des États policiers parallèles. » Ainsi s'exprimait Tom Porteous, directeur adjoint de la division Programmes à Human Rights Watch (HRW), lors de la présentation du rapport. Les dizaines de témoins cités par HRW confirment que les pratiques du Hamas à Gaza et de l'AP en Cisjordanie sont largement assimilables à celles d'États policiers : arrestations d'opposantEs – réels ou supposés – pour des prétextes divers, détentions arbitraires, violences exercées lors des interrogatoires, menaces contre la famille et les proches, etc.

Double oppression

« Ils ont fait passer un bout de tissu et de corde au milieu de mes menottes et l'ont tiré vers le haut le long de la porte. Il y avait un crochet entre la porte et le plafond. Ils ont tiré le tissu vers le haut, ce qui soulevait mes mains très haut derrière mon dos. Mes jambes n'étaient pas ligotées et le bout de mes pieds touchait le sol. J'ai été maintenu dans cette position insupportable pendant 45 minutes. Un agent m'a frappé dans le dos avec un gros bâton, entre mes omoplates, plusieurs fois... » (Alaa Zaqq, étudiant de troisième cycle de 27 ans, détenu par les forces de sécurité de l'AP pendant trois semaines, en avril 2017); « J'ai été forcé à rester debout avec un bandeau sur les yeux toute la journée dans une pièce appelée "le bus". Il y avait 5 à 10 personnes avec moi. Une fois, ils nous ont assis sur de petites chaises, mais nous devions demander la permission pour tout, même pour dormir ou parler. J'y ai passé 30 jours... Après le premier jour, les coups ont commencé, ils m'ont demandé de tendre les mains et se sont mis à les frapper avec un câble et à me fouetter la plante des pieds. » (Fouad Jarada, journaliste de 34 ans travaillant pour la Palestinian Broadcasting Corporation, arrêté en juin 2017 par les forces du Hamas).

Tous les témoignages, ou presque, racontent la même histoire, et l'on ne peut qu'être frappé par les similitudes qui existent entre les pratiques des autorités d'occupation et celles des forces de sécurité palestiniennes. Le « modèle israélien » semble s'être exporté côté palestinien, a fortiori du côté de l'AP qui, contrairement au Hamas, coopère directement avec les services israéliens, notamment dans le domaine du renseignement. La lutte de libération nationale semble bien loin, et l'on mesure à quel point le piège d'Oslo s'est refermé sur les Palestiniens : les bantoustans auto-administrés sont les lieux d'une double oppression, et l'AP comme le Hamas sont prêtes à tout pour conserver leur maigre pouvoir et les avantages matériels et symboliques y afférents. Une raison supplémentaire d'écouter et de relayer les voix qui, du côté palestinien, appellent à en finir avec la tragique farce des « autorités palestiniennes », qui a dévoyé la lutte de libération nationale en la transformant en lutte de pouvoir entre factions, et à renouer avec un authentique projet anticolonial, seul à même de remobiliser une population désabusée.

J.S.

11 NOVEMBRE Trump à Paris : c'est la guerre!

Mobilisation générale contre la venue de Trump à Paris le 11 novembre prochain.

Racisme, sexisme, destruction de l'environnement : trois traits qui s'incarnent à la perfection dans la personne du président étatsunien. Depuis son élection il y a deux ans, Donald Trump n'a cessé de mener une politique d'attaques contre les migrantEs, contre les droits des femmes et des personnes LGBT, contre les cadres même minimaux de lutte contre le réchauffement climatique.

Au Yémen, en Syrie, en Palestine, en Afghanistan, et ailleurs, il mène une politique de guerre soit directement, soit par la fourniture d'armes et le soutien diplomatique à ses complices locaux. On ne peut pas oublier la destruction de Raqqa, l'encouragement donné au régime israélien par le déménagement de l'ambassade US à Jérusalem, ni le retrait soudain et unilatéral de l'accord sur l'Iran.

Carburant pour l'extrême droite

Ces dernières semaines encore, on a vu comment sa présence à la tête des États-Unis y encourageait les idées d'extrême droite et les passages à l'acte. Des personnalités d'opposition ont été visées par des colis piégés. La camionnette du terroriste était couvert d'autocollants à la



CHARMAG

gloire de Trump. Un second individu a perpétré un massacre dans une synagogue. Antisémitisme en même temps qu'anti-migrantEs, il visait une organisation juive de soutien aux réfugiéEs, en écho à la rhétorique xénophobe et complotiste de Trump.

Mais c'est aussi dans le monde entier, de l'Italie au Brésil en passant par la France, que Trump représente un encouragement à toutes les forces les plus réactionnaires.

Macron et Trump : une amitié qui dure

Pour commémorer la fin de la Première Guerre mondiale, Macron n'a rien trouvé de mieux que d'inviter son grand ami Trump.

Celui-ci avait beaucoup apprécié sa visite précédente, le 14 juillet 2017. « Ébloui » par le défilé militaire, il avait déclaré : « J'étais votre invité le 14 juillet et c'était l'une des parades militaires les plus formidables que j'ai vues. C'était deux heures à fond et c'était une démonstration de puissance militaire. Nous pourrions faire quelque chose comme ça... ».

Le pauvre Trump a dû être bien déçu en se voyant opposer le refus du Pentagone, pour raisons budgétaires. Sans doute sera-t-il aussi déçu de ne pas voir de tanks ni d'avions en parade en France : pour ne pas trop froisser Merkel en en faisant un défilé de la victoire, les cérémonies ne prendront finalement pas la forme d'un défilé militaire.

Un mouvement mondial contre Trump

On peut espérer que Trump ait encore d'autres raisons de déprimer lors de son séjour en France. D'une part, les élections de mi-mandat, le 6 novembre, s'annoncent difficiles pour le Parti Républicain. D'autre part le mouvement de contestation qui le suit dans le monde entier s'exprimera aussi à Paris.

On sait à quel point il a été chagriné des manifestations de masse qui ont eu lieu au Royaume-Uni lors de sa visite cet été – à tel point qu'il a annulé le voyage prévu en Irlande quand il a appris que des manifestations similaires étaient en préparation. Cela doit être un encouragement pour nous! Depuis début septembre un collectif s'est monté à l'initiative de militantEs étatsunienEs, françaisEs et d'autres nationalités, notamment Paris Against Trump, PAGE, Women's March et Ni guerre ni état de guerre, collectif qui s'est rapidement élargi à une quarantaine d'organisations antiracistes, féministes, anti-impérialistes, de partis politiques (dont le NPA), de l'union syndicale Solidaires, etc.

Le 11 Novembre, une manifestation partira à 14 h de la place de la République. D'ici là faisons le maximum pour qu'elle soit un succès!

Sylvestre Jaffard

<https://www.facebook.com/events/1881094551966641/>
<https://paris.demosphere.net/rv/64007>

Chronologie

Une crise qui n'en finit pas

1. Le néolibéralisme d'avant-crise

- Dans l'OCDE, une croissance limitée avec des cycles de croissance plus accentués
- Des crises financières à répétition: krach boursier (1987), crise des caisses d'épargne US (1987), crise mexicaine (1994), crise asiatique (1998), crise de la « nouvelle économie » (2001)
- Un taux de profit qui, après s'être très partiellement rétabli, a recommencé à reculer à partir de 2006

2. Le krach: 2007-2008

- 2006: ralentissement du marché immobilier US, support d'une pyramide de crédits
- 2007: crise immobilière aux États-Unis; non-remboursement des crédits immobiliers
- 2008: faillite de la banque Lehman Brothers; crise financière mondiale

3. La crise économique: 2009-2010

- 2009: crise économique mondiale qui affecte surtout l'OCDE
- 2009-2010: réaction des États qui creusent les déficits publics. Mesures massives de soutien aux banques sans contrepartie. Soutien temporaire à un certain nombre d'activités et d'entreprises. Une spirale du type 1929 a été évitée.

4. Phase II de la crise: 2010-2013

Après un redémarrage limité de la croissance et la mise en place des politiques d'austérité

- Crise de la dette en Europe à partir de 2010
- Rebondissement de la crise bancaire en Europe en 2012 avec l'État espagnol
- 2012-2013: nouvelle récession en Europe et croissance modérée aux USA

5. Phase III de la crise: depuis 2014

- Faible croissance dans la zone euro, croissance inégalitaire aux USA
- Chine: montée de l'endettement, incertitudes
- Bulles financières: accumulation de dettes, marchés financiers dopés par les politiques monétaires (taux d'intérêt très bas, achats de titres)
- Risque de défaillance d'une grande banque, avec réaction en chaîne sur d'autres grandes banques.
- Impact possible de la hausse en cours des taux d'intérêt US. Elle conduirait à une explosion des bulles en commençant par les pays émergents, avec des répercussions sur le reste de la finance mondiale.

Pendant la crise, les rapports de forces mondiaux évoluent (montée de la Chine) et les tensions internationales montent: contradiction entre internationalisation des processus de production/renforcement des multinationales, et regain des conflits entre États.

En arrière-plan, la crise écologique pose avec acuité le problème des limites du capitalisme...

Henri Wilno

Le 15 septembre 2008, la faillite de Lehman Brothers, avec ses 27 000 employés, déclençait la plus grave crise du capitalisme depuis celle des années 1930. Ces jours derniers, des chroniqueurs financiers se montraient très alarmistes, craignant un nouveau krach; comme si aucun enseignement n'avait été tiré pour l'éviter... À l'époque, les économistes, hormis une poignée, n'avaient rien vu venir. L'effet de sidération et le besoin de comprendre ont été tels que des références marxistes sont apparues dans les médias. Patrick Artus, responsable économique de la banque Natixis, membre du conseil d'administration de Total – et donc au cœur du système – déclarait en février dernier que « la dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Karl Marx » et que la logique de cette dynamique lui semblait « implacable ». Diantre! Les envolées des bourses ne peuvent dissimuler une situation économique calamiteuse et insoutenable concernant le montant des actifs financiers et celui de l'endettement. Entre 2003 et 2016, le premier a progressé de 143 000 milliards de dollars à 340 000 milliards, et le poids de la dette privée et publique est passé de 116% du PIB mondial, en 2007, à 225%, pour atteindre 134 000 milliards. Ces chiffres ont-ils encore un sens? Comment tout cela va-t-il finir? Le spectre du « perfect storm » hante toujours les marchés.

En dépit d'efforts pour reconstruire une théorie économique pseudo-scientifique qui a failli, aucune leçon fondamentale n'a été tirée. Artus a raison: seul le marxisme propose des outils d'analyse pour comprendre cette nouvelle crise. Ce dossier se propose de le montrer.

LF

10 ANS APRÈS LA CHUTE DE LEHMAN BROTHERS: LA CRISE SANS FIN DU SYSTÈME CAPITALISTE

LA THÉORIE MARXISTE PERMET D'EXPLIQUER LA CRISE DE 2008

La crise des « subprimes » a été le déclencheur de la crise financière à l'été 2007. Elle a été provoquée par la politique monétaire du gouvernement étatsunien depuis 2001, qui a cherché à stimuler l'activité en maintenant les taux d'intérêt à un niveau très bas. Cela a incité les ménages à s'endetter massivement. Le secteur immobilier a prospéré et a tiré la croissance. Les banques ont ensuite disséminé le risque de non-remboursement des crédits en les transformant en titres financiers, puis en les vendant sur les marchés financiers. Ces titres ont eux-mêmes été mélangés à d'autres titres. Puis la bulle a explosé en raison de l'écart entre la valorisation du capital fictif et les profits dans l'économie réelle.

Derrière la crise financière, la baisse du taux de profit

Le déclencheur de la crise économique de 2008 est donc une crise financière, mais sa cause profonde est la loi de la baisse tendancielle du taux de profit exposée par Marx: en cherchant le profit maximum dans un environnement concurrentiel, le capital accroît sans cesse la force productive du travail, ce qui réduit de plus en plus l'utilisation de la marchandise à l'origine de la plus-value (la force de travail) par rapport à l'utilisation des moyens de production. Par conséquent, la valeur des moyens de production (capital constant) augmente plus vite que la valeur créée par les travailleurEs, ce qui réduit le taux de profit. C'est ce qu'on a observé dans les années 1960 et 1970, conduisant à une « suraccumulation de capital », ce qui signifie qu'il y a trop de capital

existant par rapport à la quantité de plus-value créée. Pour tenter de redresser leur taux de profit, les capitalistes sont passés à l'offensive à partir des années 1980 en augmentant le taux d'exploitation. Cela a permis d'enrayer la chute du taux de profit, mais le taux de profit n'est pas reparti véritablement à la hausse et est resté à un niveau très bas. En effet, faute de guerre mondiale ou de grande vague de faillites (empêchée par les aides des États aux entreprises) qui aurait permis une forte dévalorisation du capital constant des entreprises, la suraccumulation du capital est devenue « structurelle », ce qui a conduit à des taux de croissance plus faibles que pendant les « Trente Glorieuses ».

Fin 2006 aux USA, la croissance des salaires s'est emballée et la masse des profits a baissé. Cela a déclenché une baisse de l'investissement et du PIB fin 2007, avant que la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 amplifie la récession.

Les antilibéraux ont tout faux!

Les antilibéraux (et malheureusement aussi certains anticapitalistes) ont une tout autre analyse de la crise. Ils expliquent la crise par la faiblesse des salaires qui conduirait à une surproduction de marchandises par rapport à la demande solvable (crise de sous-consommation) et par l'augmentation des revenus de la propriété (le « coût du capital ») qui expliquerait la faiblesse de l'investissement. Ces explications

nient le rôle fondamental du taux de profit dans la dynamique du capital et sont totalement contredites par les faits. La crise a été précédée par une hausse des salaires (ce que Marx signalait), et non par une baisse. C'est l'investissement qui a d'abord fortement chuté, pas la consommation qui s'est bien maintenue dans un premier temps. Et cette baisse de l'investissement s'explique intégralement par la baisse des profits: la part des profits réinvestis n'a pas baissé, donc ce n'est pas la hausse des revenus de la propriété qui explique la faiblesse de l'investissement. Dans un contexte de suraccumulation de capital, il n'y a aucune marge de manœuvre pour des politiques « antilibérales »

d'augmentation des dépenses publiques et de taxation du capital: elles entraîneraient une baisse du taux de profit, et donc une aggravation de la crise. C'est pourquoi ces politiques échouent systématiquement et conduisent très rapidement à une austérité redoublée. Tout gouvernement qui refuse de rompre avec le capitalisme est condamné à appliquer la politique qui favorise l'accumulation du capital: l'austérité pour les travailleurEs. Les antilibéraux nous citent le prétendu contre-exemple portugais, mais la croissance est repartie en raison des contre-réformes et de l'austérité, qui ont redressé le taux de profit, et pas du tout grâce aux quelques mesures « sociales » du gouvernement de gauche (qui n'a pas remis en cause les principales contre-réformes et qui n'a pas augmenté les dépenses publiques).

Les enjeux politiques

Les mythes antilibéraux ont la vie dure. Il est tellement tentant de vouloir y croire: en donnant du pouvoir d'achat aux travailleurEs et en taxant la « finance », on ferait d'une pierre deux coups, en relançant la croissance et en réduisant les inégalités. Une première étape antilibérale précéderait une éventuelle seconde étape anticapitaliste. Sauf que cette vision étagée est un leurre. Toute sortie de crise, dans le cadre du capitalisme, passe par une dégradation de nos conditions de vie. Pour sortir de l'austérité et de la spirale des contre-réformes, il faut en finir avec le capitalisme. Il n'y a pas de troisième voie.

Gaston Lefranc

LA CRISE A 10 ANS



TU VEUX RÉCUPÉRER LES BOUGIES POUR POUVOIR T'ÉCLAIRER?



CHARMAG

CRISES MONÉTAIRES EN TURQUIE ET EN ARGENTINE

Les pays « émergents » n'échapperont pas aux contradictions du capitalisme financier mondialisé.

Après la grande crise de 2007-2008, les pays capitalistes dits « émergents » étaient présentés comme les futurs moteurs du capitalisme financier mondialisé dans un contexte international de stagnation de la production. Mais 10 ans plus tard, les moteurs s'enrayent.

Capitaux fictifs

Abreuvé d'argent bon marché distribué par les banques centrales américaine et européenne qui cherchaient à relancer l'activité par le crédit bancaire après le krach, les capitalistes financiers se sont en fait empressés d'acheter toutes sortes de titres de propriété ou de créance (actions, obligations...) dans des pays où le capital circule assez librement comme le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud, la Russie et la Turquie. Échangeant des dollars contre les monnaies de ces pays pour acheter ces titres, ils ont fait monter le cours de ces monnaies, ce qui a pénalisé les exportations¹. Ces capitaux sont essentiellement fictifs : la profitabilité des investissements déclinant dans la sphère productive, ils préfèrent spéculer sur les marchés financiers locaux, plutôt que d'investir dans la recherche ou les infrastructures. Mais comme l'avait montré la « crise asiatique » en 1997, ils sont prêts à fuir brutalement lorsqu'ils anticipent que la tendance peut s'inverser. La Turquie et l'Argentine ont été les premières à céder en 2018. Avec le durcissement de la politique monétaire de la FED (Banque centrale US), les taux d'intérêt et donc l'attractivité des titres US ont augmenté. Les capitaux spéculatifs ont effectué un retour brutal vers les États-Unis. Les capitalistes vendent alors leurs titres financiers, récupèrent l'argent et le convertissent en dollar sur le marché des changes pour ensuite pouvoir racheter des titres US, ce qui provoque la dépréciation des monnaies des pays émergents. Entre janvier et septembre 2018, la



valeur du peso argentin par rapport au dollar, mesurée par le taux de change, a chuté de plus de 50%. Au mois d'août, l'annonce par Trump de son intention de taxer les importations d'aluminium et d'acier turcs a déclenché la panique sur les marchés financiers turcs et la fuite des capitaux : la valeur en dollar de la livre turque s'est effondrée de 14% à la mi-août, et au total de 30% depuis début 2018.

Contradictions du capitalisme mondialisé

Le président turc Erdogan ne pouvait qu'invoquer les esprits pour chercher à canaliser la colère de la population : « Avec l'aide de Dieu, nous allons surmonter ces catastrophes et, de plus, nous mènerons avec succès la guerre économique. »

Mais Erdogan le sait bien, l'économie n'est pas affaire de Dieu : en Turquie comme en Argentine, un « redressement » provisoire de l'économie ne pourra se faire qu'au prix de sacrifices toujours plus odieux exigés des travailleurs (baisse de salaire, licenciements, suppression de droits sociaux, privatisations...). Ce redressement ne peut être qu'encore plus fragile, car en comprimant le pouvoir d'achat des travailleurs pour à la fois « mener avec succès la guerre économique » et maintenir des taux de profits attractifs pour les capitaux, il exacerbera la contradiction entre la nécessité de produire toujours plus de marchandises pour accumuler du capital, et la baisse de la consommation qui limite les débouchés pour ces

marchandises. Déjà en Afrique du Sud, la consommation est en grande partie alimentée par le crédit à la consommation, entraînant la spéculation financière.

Les pays capitalistes « émergents », dont l'« émergence » est de plus en plus remise en cause par la guerre commerciale en cours, n'échapperont pas aux contradictions du capitalisme mondialisé. La Turquie et l'Argentine sont probablement les premiers dominos tombés d'une série plus longue : surendettés également, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Mexique sont désormais menacés par la récession. Phénomène plus significatif encore, l'économie chinoise, dont le taux de profit chute fortement et dont la croissance ralentit, est aujourd'hui en proie à une bulle de crédit sans précédent, que le krach chinois de 2015 n'avait pas totalement purgé.

Rémi Grumel

1 – Si par exemple le taux de change en dollar du réal brésilien est au départ de 1 réal = 1,25 dollar (soit 1 dollar = 0,8 réal) et qu'il passe à 1 réal = 1,40 dollars (soit 1 dollar = 0,71 réal), le réal s'est apprécié (son cours a monté). En conséquence, les exportations brésiliennes vers les États-Unis seront moins compétitives, car un importateur nord-américain qui pouvait acheter avec 100 dollars pour 80 réaux de marchandises brésiliennes après avoir converti sa monnaie ne peut désormais en acheter que pour 71 réaux. Inversement, lorsque son cours baisse, passant à 1 réal = 1,10 dollar (soit 1 dollar = 0,90 réal), on parle de dépréciation, et dans ce cas les exportations Brésil sont plus compétitives mais ses importations sont rendues plus chères.

LA CRISE QUI VIENT

Le pire n'est probablement pas derrière nous...

Le quantitative easing comme arme fatale

Dans le but de stimuler l'économie, le *quantitative easing* (QE) est une politique monétaire dite non-conventionnelle d'injections de liquidités via un programme de rachat de dettes par les banques centrales. C'est la version moderne de la vieille planche à billets, sauf qu'avec le QE, l'argent tombe directement dans les poches des banques. Initiée par la FED, elle a été suivie et même dépassée par la BCE, avec la distribution de 4,621 milliards d'euros, soit environ 41,4% du PIB de la zone euro. La FED, avec d'innombrables précautions, commence à dégonfler son bilan et se fait tancer par Trump, qui craint un ralentissement économique. Les marchés financiers sont devenus dépendants de l'argent facile et personne ne sait comment le sevrage va être supporté.

La dette : une arme de destruction massive

Le coût de la crise se manifeste essentiellement par la croissance exponentielle des dettes, comme si cet endettement massif était une condition indispensable d'une croissance, pourtant atone. Tous les manuels d'économie classique vilipendent la création monétaire « ex nihilo » et le recours massif à la dette, avec l'exemple cauchemardesque des années 1930. Pourtant, les dettes globales sont plus élevées qu'en 2008 et ne sont pas moins risquées. La Deutsche Bank inquiète toujours. L'ensemble des formes de dettes aux États-Unis représentent 352% du PIB et dépassent 20 000 milliards de dollars. Selon le FMI, le montant de la dette mondiale vient d'atteindre le pic de 164 000 milliards, soit 225% du PIB. Le FMI sonne le tocsin, effrayé par sa progression géométrique ininterrompue depuis dix ans, ce qui s'apparente pour les États à une fuite en avant.

La financiarisation : une bombe à retardement

À l'échelle mondiale, entre 20 000 et 30 000 milliards de dollars sont placés dans les paradis fiscaux. En Europe, c'est environ 1 000 milliards d'euros qui s'évadent chaque année et manquent pour financer investissements, infrastructures et la protection de l'environnement. Ces distorsions financières massives ont

été un des éléments déclencheurs de la crise financière de 2008. En dépit des promesses solennelles des États, rien n'a changé. Le « shadow banking », ces zones obscures des banques, sont toujours présentes, 10 ans après Lehman. Les banques poursuivent leur « business as usual ». Les pouvoirs économiques ont migré des institutions représentatives vers des organes technocratiques indépendants, les banques centrales, et surtout vers un maquis de structures transnationales. Cette abdication est sévèrement sanctionnée électoralement partout et les régimes qui s'installent provoquent encore plus d'instabilité. La dette de l'Italie, 3^e économie de la zone euro, est à deux doigts d'entrer dans la catégorie des « junk bonds » (obligations pourries).

Le capital fictif : explosif

Les milliards qui circulent entre les places financières ne sont que le signe de la tentative désespérée des capitalistes de pré-valider le procès de valorisation du capital dans le but déclaré d'amplifier la croissance et d'étendre le marché mondial. L'échec est total et augure mal du prochain épisode. Ce capital fictif, c'est de l'argent déconnecté de la marchandise, on peut l'acheter, le vendre, spéculer dessus, on est alors dans la fiction de l'argent qui engendrerait de l'argent. Marx l'appelle « fictif », dans la mesure où il ne représente pas de l'argent réel, avec des contreparties, mais seulement la possibilité, l'espoir de gagner plus d'argent.

La croissance du capital fictif donne l'illusion, pendant un certain temps, que l'argent peut s'auto-valoriser sans médiation. Mais tout titre est finalement évalué en fonction du risque qu'il contient par rapport au profit potentiel qu'il engendre. Si bien que le doute sur les possibilités de valoriser tous ces capitaux se renforce avec l'accroissement de leur masse mise en circulation. C'est la formation d'une « bulle », déconnectée des profits réels, qui ne peut qu'éclater. C'est alors le « krach », une crise boursière, une purge de ce capital fictif. Une crise financière va éclater à nouveau, d'une plus grande ampleur, demain ou plus tard... et elle entraînera une profonde récession économique.

LF

SURVIVRE À LA CRISE



MONTÉE DES TENSIONS INTER-IMPÉRIALISTES ENTRE LES USA ET LA CHINE

Trump avait promis à son électorat de restaurer la grandeur de l'Amérique en reprenant le slogan de Reagan : « Make America great again ». L'ennemi désigné est la Chine, dont la montée en puissance menace à moyen terme l'hégémonie US.

Vers une récession aux États-Unis ?

Trump a cherché à faire revenir les profits des multinationales aux USA en abaissant leur taxation fin 2017. Cela a fonctionné puisque la chute des investissements étrangers directs dans le monde au cours du premier semestre 2018 (-41% en un an) s'explique en grande partie par le rapatriement des

bénéfices des multinationales US vers les USA. Trump a également fortement augmenté les droits de douane sur toute une série de produits chinois (notamment des produits de haute technologie pour tenter de garder le leadership des USA), ce qui a entraîné des représailles chinoises. C'est un échec : au troisième trimestre, les exportations US ont baissé de 3,5% alors que les importations ont augmenté de 9,1%. Il faut dire que l'élasticité-prix des importations en volume des États-Unis est nulle, c'est-à-dire que le volume des importations ne baisse pas quand les prix augmentent. Autrement dit, la production des USA n'est plus substituable à court terme à ses importations. Du coup, la hausse



des droits de douane amplifie le déficit extérieur. La politique de Trump heurte les intérêts d'une fraction importante

du capital US qui est insérée dans les chaînes de valeur mondiales. La hausse des prix à l'importation augmentera les coûts de

production des entreprises US et réduira leurs profits. Pour le moment, les capitalistes bénéficient de l'énorme baisse de la fiscalité, ce qui booste les profits après impôts (alors que les profits avant impôts stagnent) et l'investissement, mais ils risquent de déchanter. Ce qui leur serait bénéfique serait une plus grande ouverture des marchés chinois aux produits et aux investissements étrangers, mais on n'en prend évidemment pas le chemin. La valeur ajoutée réalisée par les entreprises étrangères en Chine oscille autour de 15% de la VA totale, ce qui est faible pour un pays « émergent » et ce qui exaspère les impérialistes occidentaux. Avec la hausse des « déficits jumeaux » (déficit extérieur et

déficit budgétaire liés), les USA ont aujourd'hui besoin d'attirer des capitaux internationaux de grande taille. L'arrêt des entrées de capitaux aux États-Unis conduirait à un problème grave de financement des déficits et à une forte dépréciation du dollar, ce qui pourrait menacer à terme l'hégémonie du dollar. Pour l'éviter, la Réserve fédérale devra poursuivre la hausse des taux d'intérêt, mais le risque est alors de précipiter une crise financière et l'entrée en récession. L'euphorie de l'économie US risque donc d'être de courte durée. Et l'entrée en crise pourrait alors entraîner une nouvelle montée des tensions entre les USA et la Chine.

GL

RESTAURATION

Une McManif inédite pour un Big succès



Cela fait près d'un an que McDonald's connaît des luttes sans précédent, par leur longueur comme par leur force, dans plusieurs régions de France (voir l'Anticapitaliste N° 442).

Le 23 octobre dernier, une manifestation s'est élancée depuis la gare de Saint-Quentin-en-Yvelines en direction du siège de l'enseigne de restauration rapide situé à Guyancourt.

Plus de 150 personnes ont participé : en premier lieu, des salariéEs de McDo venus de la région parisienne, de Marseille, du Nord et de Rouen et leurs syndicats CFTD, CGT et SUD. Beaucoup de jeunes aussi, qu'ils soient de l'UNEF ou de l'UNL mais aussi de plusieurs organisations de jeunesse comme Génération.s ou la Jeunesse communiste, ainsi que La France insoumise et le NPA. Ils et elles se mobilisaient pour exiger l'augmentation des salaires, le respect des libertés syndicales ainsi que l'arrêt de l'évasion fiscale par laquelle la compagnie spolie son personnel et la collectivité : autant de revendications que McDonald's ne peut traiter plus longtemps par le mépris face à une contestation qui s'enracine et s'étend.

Convergence

La direction de l'enseigne, calfeutrée dans ses hautes tours de verre sous la protection de vigiles et de la police, a beau ne pas avoir montré le bout de son nez, ses oreilles ont dû siffler pendant les interventions des participantEs : en effet, une telle concentration de travailleurEs de McDo en lutte est inédite, tout comme l'est la durée de la bagarre dans les restaurants marseillais, qui ont pris la parole, contre leur changement de franchiseur (voir l'Anticapitaliste n°446). Au terme d'une nouvelle audience de justice longue et électrique le 18 octobre dernier, ils seront fixés sur leur sort le 29 novembre prochain. Les déléguéEs de l'intersyndicale McDo Paris Nord ont fait, eux, état de la décision favorable, après 8 mois d'attente suite au recours de leur employeur, de la ministre du Travail qui reconnaît la discrimination syndicale dont ils font l'objet. À noter aussi le soutien et les prises de parole des postiers et postières du 92, qui assuraient également l'intendance avec leur brio habituel, des cheminotEs CGT de Versailles, de Solidaires et de la CNT-SO.

LD

LA POSTE Solidarité financière avec les postierEs grévistes du 92!

Cent cinquante postierEs sont en grève reconductible depuis le 26 mars dans les Hauts-de-Seine (92). Après le licenciement de Gaël Quirante, les poursuites au tribunal pour l'empêcher d'entrer dans les centres, les interventions des CRS, de la BAC, ce sont les paies à 0 euro pour l'ensemble des grévistes (une première à La Poste)... Et pourtant, la grève tient!

Les raisons de la colère sont nombreuses. À l'heure où la direction de La Poste cherche à passer en force pour faire toujours plus de profit sur le dos des postiers, dans le 92 les collègues ont décidé de relever la tête et de dire non aux suppressions d'emploi, aux réorganisations, à la précarité et à ces fermetures de bureaux qui minent le service public postal.

Il faut continuer à verser à la caisse de grève! Et il y a aussi le très beau calendrier



H. CUCK

2019 édité par les grévistes, dédié par de nombreuses personnalités (Ken Loach, Emma, Stéphane Brizé, Assa Traoré...) qu'on peut se procurer auprès des camarades et diffuser partout autour de nous.

Pour verser à la caisse de grève: <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfl66>
Chèques à l'ordre de Sud Poste 92: 51, rue Jean-Bonal 92250 La-Garenne-Colombe, mention «solidarité grévistes» au dos.
Même adresse pour commander des calendriers: 10 euros, 15 euros prix de soutien... ou plus!

FORÊT DE ROMAINVILLE Non à la base de loisirs! Non à la gentrification! Droit à la ville pour les habitantEs!

Depuis le 14 octobre, l'agitation s'est répandue dans la forêt de Romainville (93). 400 personnes étaient réunies ce jour-là pour protester contre sa destruction. Le site, occupé dans la foulée pour empêcher les travaux, avec le soutien d'élus locaux, est devenu une «forêt à défendre».

Malgré la faible couverture médiatique, une pétition contre la destruction de la forêt a déjà recueilli plus de 18000 signatures¹. Toutes les bonnes volontés sont accueillies chaque jour, dès 7 h 30, à l'entrée du chantier (parc de la Sapinière), et des pique-niques conviviaux sont prévus le dimanche à partir de 13 h.

On parle de 62 hectares (dont 27 hectares sur Romainville), généralement tranquilles et densément boisés, en petite ceinture parisienne, installés sur d'anciennes carrières de gypse – une rareté écologique et un poumon vert en pleine ville. Les uns, à grand renfort d'interpellations, veulent abattre les arbres et bétonner le site pour y construire une «base de loisirs». Les autres, riverainEs et militantEs, avec leurs associations et leurs collectifs, appellent à venir soutenir à l'intérieur ou à l'extérieur de la forêt (au niveau du parc de la Sapinière, en face du 84, avenue du Colonel-Fabien à Romainville) les militantEs qui occupent le chantier pour bloquer son avancée.

Un lieu qui échappait aux logiques marchandes

Dès avant la fermeture des dernières carrières en 1965, la forêt a été largement utilisée par les habitantEs pour leurs loisirs. Les interdits des autorités ne les en ont pas empêchés, vu le charme du lieu. Les mêmes autorités, en revanche, ne se sont pas pressées pour sécuriser la forêt. La transformer en base de loisirs commerciale, c'est détruire un lieu de mémoire pour les habitantEs, qui échappait aux logiques marchandes.

La commune de Romainville a longtemps été dirigée par le PCF, avant de basculer en 2007 aux



DR

main d'une coalition MGC²-PSEELV (dirigée par la mairesse ex-PCF Corinne Valls). Le projet de base «la Corniche des forts» a coïncidé avec le moment où la municipalité a rompu avec le PCF. Il concerne également les communes voisines de Pantin, Les Lilas et Noisy-le-Sec, sur le territoire desquelles se trouve une partie de la forêt. Les quatre communes ont créé un syndicat mixte avec le département et la région pour réaliser le projet, relancé en 2015 par la présidente de la région Valérie Pécresse.

Gentrification à marche forcée

Ce projet s'inscrit dans une politique de gentrification à marche forcée de Romainville. L'arrivée du tramway et du métro est prévue depuis une dizaine d'années, ce qui n'est évidemment pas un mal en soi. Mais, dès 2008, Corinne Valls refusait d'appliquer la loi sur le droit au logement opposable, prétextant

la pénurie de logements sociaux. Sa politique s'inscrivait dans la «reconquête de l'Est parisien» annoncée par Jacques Chirac en 1986. Le «nouveau programme de renouvellement urbain» porté par les 9 communes d'Est Ensemble vise à créer des opportunités juteuses pour les secteurs de l'immobilier et du BTP, aux dépens des habitantEs actuels. La «rénovation» actuelle de la cité Gagarine, par exemple, a pour ambition de remplacer les HLM populaires par un mélange de logements privés et de logements sociaux destiné principalement aux classes moyennes.

Discuter et décider collectivement

Les habitantEs de l'Est parisien ont le droit d'y vivre dans des logements décents et accessibles. Ils ont le droit d'y disposer d'espaces de loisir non-marchands, et d'un environnement sain et agréable. Cela passe par la construction en masse de logements sociaux de qualité, avec des loyers équivalant à 20% des revenus des foyers, mais aussi par le plafonnement des loyers dans le parc privé. Cela passe aussi par le contrôle des habitantEs sur tous les projets d'urbanisme. S'ils revendiquent un tel contrôle, les habitantEs posent la question

de qui doit prendre les décisions d'aménagement du territoire. Cela implique de s'organiser en comités locaux, pour pouvoir discuter et décider collectivement, en toute indépendance par rapport aux institutions municipales, départementales et régionales. On pourrait alors prendre aussi à bras-le-corps le problème fondamental de l'emploi : une commune comme Romainville connaît un taux de chômage officiel proche de 20%, et nombreux et nombreuses sont les RomainvilloisES contraints à une heure pour se rendre sur leur lieu de travail. Le droit à la ville, c'est le droit des citoyenEs au logement, au travail et au loisir sur leur lieu de vie. Un projet de société qui s'oppose au modèle capitaliste.

Victor Müller

1 – Pétition : <https://www.change.org/p/sauvons-la-for%C3%AAt-de-la-corniche-des-forts-%C3%A0-romainville>; page Facebook des occupant-e-s : <https://www.facebook.com/groups/amisforetcomichedesforts/>.
2 – Le MGC, «Mouvement de la gauche citoyenne», est le mouvement créé par Corinne Valls quand elle a quitté le PCF.
Lien vers une vidéo produite par des défenseurEs de la FAD : <https://www.youtube.com/watch?v=hfebB3-DI9s>

ÉDUCATION

Inégalités sociales et violences scolaires : c'est pas les flics la solution!

Le discours autour de la «violence» dans les établissements scolaires a fait son retour, et le gouvernement propose d'envoyer des flics dans les bahuts. Mais de quelle violence parle-t-on?

Les indicateurs officiels, nationaux ou internationaux, le disent : en France, le lien entre milieu social et résultats scolaires est parmi l'un des plus élevé des pays de l'OCDE.

Priorité à la répression?

Le rapport PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) montre que les élèves issus d'un milieu socio-économique défavorisé ont enregistré

RÉPRESSION À L'UNIVERSITÉ**Relaxe pour les inculpés du 9 avril!**

La rentrée a été marquée, à l'université de Nanterre, par le procès de trois de ses étudiants, interpellés le 9 avril sur le campus alors qu'ils participaient à une assemblée générale dans le cadre du mouvement contre Parcoursup. Les peines prononcées sont scandaleuses et sont un véritable appel à la mobilisation.

Le 9 avril, en pleine mobilisation contre la sélection, sept militants avaient été arrêtés à l'université de Nanterre, six placés en garde à vue, et trois d'entre eux devaient comparaître devant les tribunaux le mercredi 20 juin. Le procès a été reporté, et l'audience s'est finalement tenue le 19 septembre, avec la volonté, peu après la rentrée à Nanterre, de démobiliser les étudiants inculpés, de les encourager à se taire, à ne pas reprendre la lutte contre la sélection sur l'université.

**Mobilisation continue**

Une défaite, au regard de ce début d'année militante sur Nanterre et de la campagne des sans-facs, pour une justice bourgeoise qui pense faire taire toutes celles et ceux qui se battent, qui s'auto-organisent, toutes celles et ceux qui relèvent la tête! Une centaine de personnes s'étaient réunies en soutien aux trois camarades. Les peines requises par la procureure de la République, haute représentante de l'État, ont été extrêmement lourdes : de 4 à 8 mois de sursis et jusqu'à 6 mois de prison ferme pour les

trois étudiants. Le report du verdict encore un mois plus tard devait, de nouveau, faire taire les mobilisations récentes, étouffer le moindre mouvement de contestation sur une université qui avait connu plus de deux mois de grève et de blocage au printemps dernier.

Le verdict est tombé le mercredi 17 octobre, alors que la campagne s'était engagée en amont, en soutien aux étudiants et pour exiger leur relaxe! Plus de 200 personnes étaient présentes, parmi lesquelles des étudiantEs, des enseignantEs, des

postierEs, mais également toute une série d'autres militantEs politiques et syndicaux. Plusieurs camions de CRS étaient aussi présents aux abords du tribunal, à l'intérieur de la cour et jusqu'au seuil de la salle d'audience, boucliers en main.

Verdict scandaleux

Le verdict qui a été rendu appelait de fait au soulèvement : si l'un des étudiants, Stanislas, a été relaxé, notre camarade de la direction du NPA Victor a été condamné à quatre mois de prison avec sursis

et mise à l'épreuve. Quant à Roga, il a été condamné à six mois de prison ferme. Des peines de prison, donc, ont été prononcées pour des étudiants mobilisés contre la loi ORE et contre lesquels J.-F. Balaudé, président de l'université, avait envoyé la police faire évacuer une assemblée générale, cadre le plus inoffensif et le plus démocratique d'un mouvement salarié ou étudiant.

Pendant ce temps-là, Benalla, ce tabasseur de la République, qui frappait des manifestants le 1^{er} Mai, s'en sort sans condamnation, Sarkozy dort chez lui pendant sa garde à vue, et des patrons qui détournent des milliers, voire des millions d'euros, licencient sans raison et sont responsables de la mort de salariéEs, restent les plus protégés de cette société capitaliste.

Les deux étudiants ont fait le choix, conjointement avec leurs avocatEs, de faire appel de la décision. Il est grand temps de mener une campagne nationale pour la relaxe des deux étudiants. Relaxe pour Roga et pour Victor! Contre la répression, organisons-nous!

Cécile (Nanterre)

LE BLANC (36)**La lutte pour la défense de la maternité continue**

Nous avons déjà évoqué dans nos colonnes la mobilisation en défense de la maternité du Blanc (36), dont les autorités ont annoncé la fermeture, au mépris des besoins élémentaires de la population et du point de vue des salariéEs. Une fermeture qui symbolise l'entreprise de destruction des services publics qui, si elle n'a pas commencé sous Macron, s'accélère. Une fermeture qui a entraîné une mobilisation exemplaire de la population, jusqu'à l'occupation de la maternité. Pour soutenir ce combat, Philippe Poutou s'est rendu sur place le 28 octobre. L'article qui suit a été écrit au lendemain de cette visite. Les occupantEs ont malheureusement été, depuis lors, expulsés physiquement de la maternité. Mais la lutte continue...

Dimanche 28 octobre, au dixième jour de l'occupation de la maternité du Blanc, les occupantEs ont reçu la visite de Philippe Poutou qui connaissait le combat pour la réouverture de ce service depuis cet été. Il a pu visiter notre lieu d'occupation devenu un vrai site de vie commune avec l'aménagement d'une cuisine, d'un espace de coworking (qui permet aux personnes travaillant habituellement chez elles de venir occuper en même temps), d'une salle de jeux pour les enfants, d'un «QG» où s'organise des réunions du collectif CPasDemainLaVeille pour parler de la stratégie et de la suite du combat, pour accueillir la presse puis gérer la communication.

Vers la convergence ?

Autant le dire, cette action en continu est un véritable succès avec au minimum 100 personnes se relayant chaque jour (on a même pu atteindre 300!). C'est le résultat d'un travail de titans du collectif pour organiser des animations en tout genre qui donne vie à ces locaux vides : des ateliers pour apprendre à accoucher en voiture, pour apprendre à trier des déchets, sur l'hygiène bucco-dentaire pour les tout-petits ou encore sur les techniques de self-défense, projections de films. De plus, les soutiens politiques de Philippe Poutou, Olivier Besancenot, Benoît Hamon ou encore Jean-Luc Mélenchon donnent une résonance nationale et nous sortent de l'isolement.

L'idée rapidement évoquée de faire converger les luttes dès le début de l'occupation a commencé à se concrétiser avec la venue de délégations de syndicalistes des centres hospitaliers de Vierzon, de Blois, de Poitiers, de Châteauroux et même de Toulouse. Nous sommes aussi en relation avec le collectif de soutien à la maternité de Bernay dans l'Eure qui risque la fermeture de l'ensemble du site. Ces rencontres et ces solidarités qui se créent nous donnent mutuellement de la force pour nos combats respectifs et nous forcent à réfléchir d'une stratégie du «Toutes ensemble».

À cette heure, nous n'avons toujours eu aucune visite de Mme Buzyn (revendication du collectif) ni de la directrice de l'ARS Centre-Val de Loire ni de la direction de l'hôpital Châteauroux-Le Blanc.

Antoine (NPA 36), le 29 octobre 2018

ÉVREUX Pour une agriculture paysanne

Contre l'acharnement administratif, la volonté de se battre pour une agriculture paysanne.

Le 17 octobre, à Évreux (Eure), 80 personnes sont venues, à l'appel de «Paysans hors normes», soutenir Gabriel Dufils, petit agriculteur normand en lutte contre l'administration pour la levée du séquestre de son troupeau qui dure depuis 7 ans. Aucune vache ne peut être déplacée, vendue. Interdiction formelle de vendre viande, lait, fromages... des frais, mais pas de rentrée d'argent. En cause, un retard de bouclage (pose d'une «étiquette» sur chaque animal) de quelques bovins pourtant déclarés

officiellement. La machine répressive de l'administration s'emballe. Suspicion et procédure technocratique qui ont, comme pour Gabriel, conduit à la destruction totale du troupeau d'Herfried, 23 vaches, à moins d'un kilomètre de la ferme des Dufils. Une région où un paysan s'est suicidé, écrasé sous son tracteur, à la suite d'un contrôle difficile.

Obstination des autorités administratives

Gabriel est allé jusqu'au Conseil d'État où il a gagné, mais la responsable de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) s'obstine à détruire sa ferme.

Le siège de la DDPP 27 a été occupé tout l'après-midi par des militantEs très remontés. La directrice

est venue au contact plusieurs fois, confortant l'expression «parler à un mur». Échanges musclés, comme le déploiement policier. À la fin, les occupantEs ont négocié leur sortie sans arrestation, pour rejoindre, en centre-ville, le troupeau municipal (plus de 100 brebis) qui entretient les coteaux et espaces verts de la ville. Sous l'œil des deux vigiles gardiens des moutons parqués, les barrières et la clôture électrique ont sauté : le troupeau s'est dérouillé les pattes un moment avant d'être remis dans l'enclos. Panique du côté de la police qui essayait de bloquer ce qu'elle pouvait avec voitures et fourgons, klaxons et gyrophares. Berger est un métier! Pas un vol de bétail comme l'a dit un commissaire, mais un emprunt. Et surtout un signal donné, face aux blocages



de l'administration et à sa volonté de détruire la petite paysannerie : nous restons mobilisés!

Thierry Martin

118 points de moins en sciences que ceux issus d'un milieu favorisé, l'équivalent de presque quatre années de scolarité. Une étude du Cnesco, le Conseil national de l'évaluation du système scolaire, montre en outre qu'un élève d'un quartier défavorisé réussit deux fois moins qu'un élève de quartier favorisé.

Alors pas de scoop, dira-t-on. Tout cela se sait depuis depuis au moins l'époque de la création des Zones d'éducation prioritaire dans les années 1980 qui, face au constat du lien entre milieu social et résultats scolaires, devaient donner davantage de moyens aux écoles et établissements des quartiers populaires. Mais c'est quand une situation de violence vient à cristalliser toutes les inégalités que ministres et gouvernements font mine de s'intéresser au phénomène. Et avec Blanquer, autant dire que les équipes pédagogiques et les

élèves n'ont qu'à bien se tenir, car son idée de génie c'est : des flics dans les écoles! La semaine dernière, une large part de l'actualité médiatique s'est focalisée sur la vidéo montrant un élève menaçant son enseignant avec un pistolet factice dans un lycée de Créteil. Le ministre de l'Éducation a sauté sur l'occasion pour distiller son venin réactionnaire sur le nécessaire retour de l'autorité dans les établissements publics. Bientôt il y aura plus de prisons que d'écoles!

De quelle violence parle-t-on ?

La violence frappe d'abord les milliers de jeunes qui sont exclus du système scolaire chaque année, après la 3^e ou après le bac, ceux et celles qui sont mal orientés, envoyés dans des filières non choisies, celles et ceux des établissements les plus populaires, serrés comme des sardines à

plus de 30, parfois dès la maternelle! C'est aussi la violence envers les enseignantEs, victimes des suppressions de postes, de conditions de travail dégradées d'année en année, du temps de travail qui s'alourdit. La violence physique existe dans les écoles, et les équipes éducatives et les personnels des établissements scolaires sont les mieux placés pour le savoir. Mais quand ils la dénoncent comme étant la conséquence d'un délitement social profond dû à la crise de l'économie capitaliste et aux politiques de casse du service public de l'éducation, ils ne reçoivent que mépris et silence des différents gouvernements qui continuent de plus belle à tailler dans le vif!

La journée de grève dans l'éducation le lundi 12 novembre doit marquer le point de départ d'une bataille déterminée pour la défense du service public d'éducation, par la création massive de postes de fonctionnaires



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

enseignantEs, de médecins scolaires, d'infirmières, de psychologues, de personnels qualifiés pour s'occuper de jeunes enfants en maternelle, pour la titularisation de l'ensemble des précaires de ce secteur, pour le classement en éducation prioritaire

des établissements qui le réclament dans le premier et le second degré, incluant les lycées. Et le 12 ne doit être qu'un début pour la construction d'une grève prolongée de la maternelle à l'université.

Correspondant

Les comités en action!

Paris 17-18^e « Y'a-t-il une menace fasciste en Europe? » Le comité NPA Paris 17-18^e arrondissement a organisé, le 25 octobre, un café débat sur le thème du danger fasciste en France. Cette initiative a rassemblé une trentaine de personnes dont une large majorité, et c'est très positif, n'est pas adhérente au NPA. Le débat a été entamé par notre camarade Ugo Palheta, qui a présenté les principales thèses de son livre, *la Possibilité du fascisme*, à savoir: la caractérisation du fascisme, sa compatibilité avec le néolibéralisme et les conditions de son développement. La discussion s'est ensuite poursuivie sur l'arrivée au pouvoir du fascisme au Brésil, puis, dans un dernier temps, sur la question de l'auto-défense et celle, plus générale, du recours à la violence pour lutter contre l'extrême droite.

Souscription



Valls s'était distingué en utilisant six fois le 49-3 pour faire passer les lois Macron lorsqu'il était Premier ministre. Un des principaux facteurs d'insécurité était, selon lui « les flux migratoires ». À celui qui demandait plus de « whites » et de « blancs » lors d'une brocante à Évry, nous souhaitons d'affronter les foudres barcelonaises.

Tambouilles politiciennes

Son successeur et dévoué compagnon Francis Chouat, maire d'Évry, a obtenu, pour tenter de gagner cette élection, le soutien de LREM et des cinq autres maires, tous de droite, de la circonscription. Fidèle en cela à Valls qui avait, avec Hollande, liquidé le PS. L'alliance organisée par Francis Chouat lui permettrait, s'il était élu, de conserver le poste de président du Grand Paris Sud, pour laisser la nouvelle commune Évry/Courcouronnes à Stéphane Beaudet, ex LR. N'en doutons pas, cette alliance n'a qu'un seul objectif: se distribuer les postes politiques, les sièges dans les conseils d'administration d'entreprises d'économie mixte, etc. Chacun veut sa place! Même Jean-Pierre Bechter, maire de Corbeil-Essonnes et successeur désigné de Serge Dassault, a pris ses distances avec son parti LR pour lui apporter son soutien, contre le candidat de son propre parti, Jean-François Bayle. Car en réalité, s'ils ne sont pas des mêmes partis, ils sont tous solidaires des attaques antisociales qui touchent en priorité les jeunes, les retraités, les

Législative partielle d'Évry (91)

« La voix des travailleurEs et de la solidarité internationale »

Le NPA sera présent dans cette élection qui se tiendra les 18 et 25 novembre pour remplacer Valls, parti tenter une nouvelle carrière à Barcelone.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

chômeurEs, les habitantEs des quartiers défavorisés. Dans leurs villes, ils défendent et appliquent cette politique d'attaques des acquis de la classe ouvrière. Ils ont mis des moyens au service de leur communication plutôt que dans les services sociaux. Ils ont augmenté les effectifs de sécurité et de police municipale en les armant contre les jeunes tous à priori suspects de délinquance. Eux qui privent les jeunes de toute perspective d'avenir en soutenant une politique qui génère chômage, précarité et des conditions de travail insupportables, ils accusent les parents des familles ouvrières de manquer à leur devoir de parentalité. Les partis de la gauche traditionnelle, après des semaines

de discussion, n'ont finalement pas réussi à s'entendre sur une candidature commune et présenteront trois candidats: Farida Amrani pour La France insoumise, Michel Nouaille pour le PCF et Génération.s, et Eva Sas pour EELV avec un suppléant PS.

Des candidats anticapitalistes et révolutionnaires

De notre côté, parce que nous ne pensons pas, contrairement à eux, que les élections changent la vie, il nous paraît indispensable d'être présents pour faire entendre la voix de la classe ouvrière, défendre ses droits.

LO présente Jean Camonin et le NPA, nous-mêmes, Michèle Fédérak, et Stéphane Legruel comme

suppléant. Militants syndicaux et associatifs, nous sommes acteurs et solidaires des mouvements sociaux et des luttes tant sur le plan national qu'international. Pour changer les choses, nous croyons dans les capacités collectives d'organisation démocratique, de débat, de mobilisation, d'action. Le vote pour notre candidature sera un camouflet infligé à tous les politicienEs, macroniens, de droite ou d'extrême droite, et un engagement de lutte pour l'égalité femmes-hommes.

Nous voulons faire entendre les exigences des travailleurEs: il y en a assez des milliards de cadeaux au grand patronat, il faut, pour en finir avec le chômage et la précarité, embaucher massivement dans les services publics et interdire les licenciements, répartir le travail entre toutes et tous. Nous avons besoin d'une augmentation générale des salaires et des pensions; de services publics qui garantissent le droit à la santé, à l'éducation, au logement...

Nous disons qu'il faut mettre hors d'état de nuire les financiers en créant un monopole public bancaire qui permette de financer l'économie pour qu'elle satisfasse les besoins de la population, sans détruire l'environnement. Nous affirmons notre refus de la haine de l'autre, de l'hostilité aux migrantEs, notre solidarité par-delà les frontières.

Michèle Fédérak et Stéphane Legruel

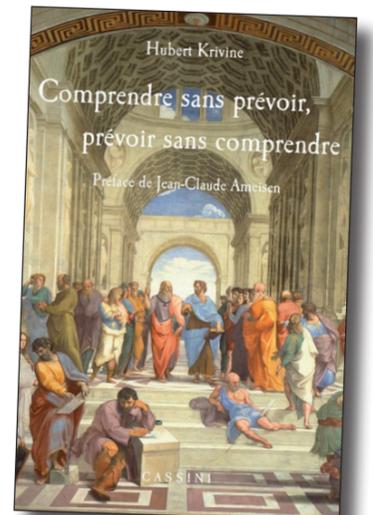
Rencontres de La Brèche

« Comprendre sans prévoir, prévoir sans comprendre »

La librairie La Brèche organise, le jeudi 8 novembre, une rencontre entre Hubert Krivine et Olivier Besancenot autour du livre *Comprendre sans prévoir, prévoir sans comprendre*, écrit par Hubert Krivine (éditions Cassini), dont voici la présentation:

L'idée que comprendre permet de prévoir est une idée moderne. Elle est fondée sur la découverte, que le monde physique obéit à des lois (Galilée, et surtout Newton). Elle a mis fin à la pensée magique, et elle est à la base de la révolution scientifique et du monde moderne. Or nous assistons à la dissociation de ces deux choses. D'une part, on réalise par exemple que les lois mathématiques de certains phénomènes, mêmes parfaitement connues, sont si sensibles à la moindre imprécision dans les données que cela rend la prévision impossible en pratique. C'est le fameux « effet papillon »: un battement d'ailes à Rio pourrait être la cause d'une tornade au Texas. D'un autre côté, la puissance des big data rendrait inutile, selon certains essayistes et quelques scientifiques, le raisonnement théorique. On n'aurait plus besoin de comprendre

les causalités puisque la corrélation suffirait. Un retour au Moyen Âge en somme, aux recettes qui ont marché, mais avec des données de millions de fois plus nombreuses. En termes économiques, on a découvert avec la révolution scientifique qu'une explication théorique coûtait moins cher que certaines observations: Newton avait prévu l'aplatissement de la Terre sans qu'on ait besoin d'aller voir aux pôles; aujourd'hui grâce à la rapidité des ordinateurs et des réseaux, les termes de la comparaison s'inversent. À ceci, Hubert Krivine répond notamment que les big data et l'intelligence artificielle qui se fonde sur elles sont conservatrices, et que si elles viennent aux assureurs, elles ne peuvent pas prévoir des choses nouvelles et extraordinaires. Les ordinateurs composent aujourd'hui sur demande du Mozart ou des ballades celtiques, aucun n'invente de musique nouvelle. Ils conduisent



des voitures, mais aucun n'explique le mystère de la « matière noire ». La machine peut aider l'homme, elle ne le remplacera pas.

RENDEZ-VOUS LE JEUDI 8 NOVEMBRE

À partir de 18h

à la librairie La Brèche,

27, rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil)

NPA

MEETING

MER. 14 NOVEMBRE / 20H

CONTRE LE PRÉSIDENT DES RICHES ET L'EUROPE FORTERESSE

ANTICAPITALISTES!

AVEC OLIVIER BESANCENOT ET PHILIPPE POUTOU

À LA BELLEVILLOISE / PARIS 20^E / 19-21 RUE BOYER, M^{ME} GAMBETTA (11-13) OUL MÈNILMONTANT (11-13)

Cinéma

Les Âmes mortes, de Wang Bing

Film chinois de 8h16 en trois parties. Sorti le 24 octobre 2018.

« **L**a politique est un élément de la vie réelle, et si ce que vous visez est la vie réelle, alors, vous ne pouvez pas esquiver ce que la vie contient d'éléments de politique. » Telle est l'approche du réalisateur chinois Wang Bing, auteur de films documentaires fleuves sur les conditions de vie des plus exploités et des persécutés en Chine. D'abord connu pour *À l'ouest des rails*, un film exigeant tourné dans la province du Shenyang au nord-est de la Chine, un des plus gros complexes industriels du pays. Neuf heures durant, Wang Bing faisait de sa caméra un témoin silencieux des conditions de travail, de la fermeture de l'usine, du licenciement et de la vie de chômage des ouvriers d'une fonderie de cuivre entre 1999 et 2001. Les images qui défilent patiemment soupèsent chaque gramme de la réalité : grande qualité de ce réalisateur contemporain.

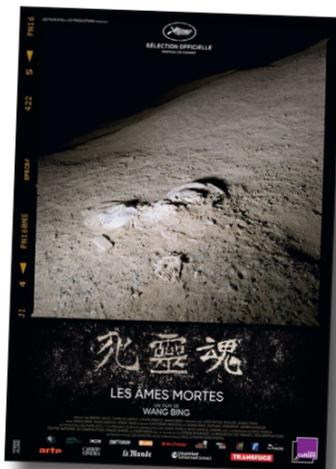
Réprimer la révolte

Les Âmes mortes, son nouveau documentaire, relate l'histoire de victimes de la répression du régime de Mao. En 1957, ce dernier se trouve en difficulté aussi bien au sein du Parti communiste que face à un mécontentement grandissant de la population, et même à l'international avec la sortie du rapport Khrouchtchev. Pour endiguer de potentielles révoltes sociales, il lance une campagne accordant une certaine liberté d'expression. En quelques semaines, l'ouverture entraîne paradoxalement une vague de protestations : manifestations pour plus de liberté et de démocratie, dénonciations de cadres d'entreprises ou de fonctionnaires du parti... Sentant le vent de la révolte, le régime choisit la répression féroce. Elle s'abat surtout sur des fonctionnaires de différents grades, anciens du Guomindang (nationaliste) et sur l'intelligentsia universitaire ou culturelle. Sur les

500 000 à 1 300 000 déportés dans les camps dits de rectification et de rééducation, une proportion considérable se voit reprocher tout et n'importe quoi : une critique sincère, une attitude jugée subversive, une phrase, un détail. Il s'agit de remplir le strict quota de « 5 % de droitières » préalablement défini. Wang Bing va à la rencontre des rescapés des camps de travail de Minshui et de Jiabianguo, dans le désert de Gobi, où plus de 3 200 personnes ont été déportées.

Le récit des vivants

Au fil des interviews réalisées entre 2005 et 2017, Wang Bing érige un monument mémoriel, en hommage aux 2 700 anonymes morts de



faim ou d'épuisement, et dont les ossements sont à ce jour éparpillés dans les camps ; prisonniers jusque dans la mort. Le documentaire est davantage qu'un simple recueil de témoignages : il s'infiltre dans les interstices du récit des vivants, décalque sur l'écran la vie meurtrie de ceux que le maoïsme a jetés à la mort. Souvenirs de frères et sœurs d'infortune. Une belle façon de rendre leur dignité aux centaines de milliers d'anonymes que le temps et les bulldozers ont fini par terrasser. Les huit heures seize minutes du documentaire livré en trois parties s'avèrent courtes pour les ramener à la vie.

Myriam Rana

Cinéma

Cold War, de Pawel Pawlikowski

Film polonais, 1h25, sorti le 24 octobre 2018.

Après *Ida*, dont un personnage se suicidait et l'autre entraînait dans les ordres pour fuir un monde sinistre, Pawel Pawlikowski apparaît vraiment, avec *Cold War*, comme le cinéaste du désespoir.

« L'âme polonaise »

Son dernier film raconte les amours impossibles d'une jeune chanteuse et d'un musicien dans la Pologne des années 1950-1960. La photo en noir et blanc est d'une grande beauté, la bande son magnifique et les interprètes parfaits. En revanche, le tableau de la Pologne « socialiste » manque de nuances. Pawlikowski semble ne pas faire de différence entre l'époque stalinienne des années cinquante où le « réalisme socialiste » était de rigueur, avec celle des années qui ont suivi la déstalinisation. À

partir du milieu des années cinquante, les artistes et intellectuels polonais ont en effet bénéficié d'une relative autonomie et n'ont plus été contraints de chanter les louanges du petit père des peuples. De nombreuses œuvres critiques ont vu le jour dans le domaine de la littérature comme du cinéma, par exemple les films de Wajda dès 1955. Il paraît donc peu crédible qu'un musicien renommé ait été jeté en camp de concentration dans les années soixante comme cela aurait pu être le cas dix ans plus tôt.

Cold War, très imprégné de l'idéologie de « l'âme polonaise » qui provoque la souffrance des artistes en exil, est aussi moins courageux que *Ida* qui dénonçait le rôle d'une partie de la population polonaise dans la spoliation des Juifs. C'est malgré tout un très beau film qui

suscite souvent l'émotion. On attend avec intérêt que Pawel Pawlikowski se penche sur la Pologne contemporaine.

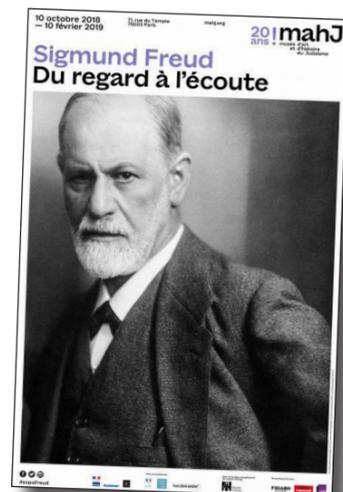
Gérard Delteil



Exposition

Sigmund Freud, du regard à l'écoute

« **S**igmund Freud, du regard à l'écoute » : l'exposition du Musée d'art et d'histoire du judaïsme est une première en France. Elle retrace la vie (1856-1939) et le parcours scientifique du fondateur de la psychanalyse, à Vienne ainsi qu'à Paris, jusqu'à sa mort à Londres après qu'il eut fui l'Autriche sous occupation nazie. L'occasion d'aborder de façon originale et vivante son œuvre. Le parcours est illustré de quelque 200 dessins et objets scientifiques, toiles et sculptures, documents qui donnent à voir sa vie, ses influences, son travail, ses occupations, sans oublier... le divan et les multiples statuettes antiques dont il était collectionneur. Dans la première salle est exposée *Une leçon clinique à la Salpêtrière*, par André Brouillet



(1887), toile dans laquelle Charcot, qui avait fasciné le jeune Freud lors d'un séjour d'études à Paris, se livre à une démonstration d'hypnose.

Naissance de la psychanalyse

L'exposition fait ainsi redécouvrir la naissance de la psychanalyse, l'évolution de Freud lui-même, qui débute sa carrière en tant que neurologue, passionné par la biologie pour expliquer le développement des neurones et le fonctionnement du cerveau puis qui passe à l'écoute du psychisme et à la thérapie par la parole.

Une salle est consacrée à l'adhésion de Freud à la théorie évolutionniste de Darwin. On croise entre autres Max Ernst, deux portraits de Freud par Dali, plusieurs dessins de Schiele, de Klimt, de Kokoschka, le tableau de Courbet, *l'Origine du monde*.

En France, la révolution opérée par Freud se diffuse parmi les surréalistes. Plusieurs documents témoignent de ses rapports difficiles avec Breton, enthousiaste mais dont Freud était bien loin...

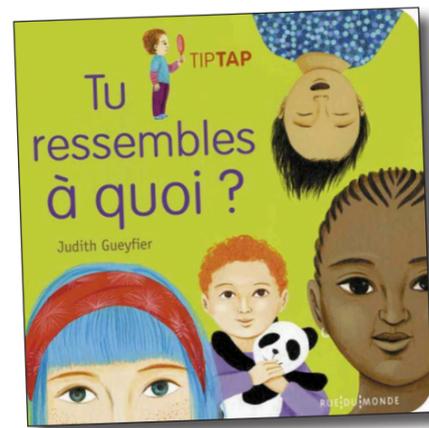
On regarde avec émotion un petit film sur sa vie à Vienne, Paris puis Londres, commenté par sa fille Anna, un instant de familiarité où l'on croise une de ses quatre sœurs mortes en déportation ou Marie Bonaparte.

On regrettera que l'exposition tienne à inscrire l'œuvre de Freud dans « l'Herméneutique du talmud ». Freud fut bien évidemment façonné par la culture de son milieu familial, mais aussi sociale, le milieu de la Vienne ouvrière et sociale-démocrate. Il se revendiquait des Lumières, se disait lui-même sans religion, « Juif sans dieu », ce qui signifiait aussi pour lui cosmopolite, entièrement dévoué à son travail scientifique, lui dont « la main géniale [...] a soulevé le couvercle du puits poétiquement nommé "l'âme" humaine » ainsi que l'écrivait Trotski.

Yvan Lemaître

Livres jeunesse

Pour les petits, à la découverte du monde



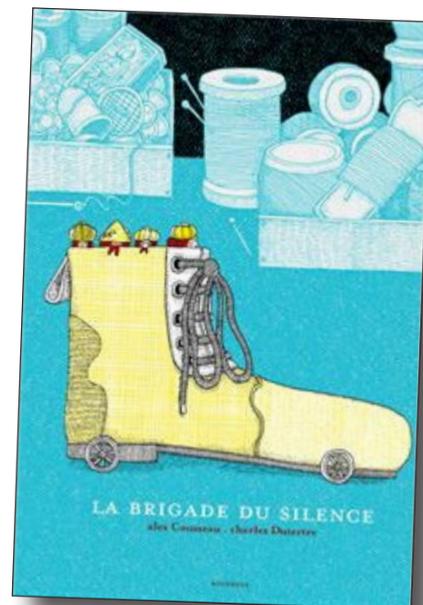
Tip Tap, Judith Gueyfier

Dès 18 mois. Éditions Rue du monde, 8,50 euros.

Une nouvelle collection cartonnée, facile à tenir et difficile à abimer : Tip Tap.

Des thèmes simples, *Tu habites où ?*, *Tu ressembles à quoi ?*, *Tu voyages comment ?*, et, à venir en 2019, *C'est beaucoup de travail, Qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui ?*, *On vit dans la nature*.

Des questions de la vie quotidienne à explorer avec un adulte, pas de texte, juste des images qui permettent de faire des liens, d'éduquer son regard et d'affiner sa curiosité, d'apprendre, de se situer dans le monde. De très belles illustrations.



La Brigade du silence, Alex Cousseau et Charles Dutertre

Dès 4 ou 5 ans. Éditions du Rouergue, 16 euros.

... et encore mieux pour ceux qui savent lire : *La Brigade du silence*.

Trois aventures d'une minuscule famille qui vit dans une chaussure et déploie toute sa créativité pour faire disparaître le bruit, surtout ceux de l'aspirateur et du chien. Vous allez découvrir le filet à poussière et le lanceur de croquettes pour chien. Les dessins à la Dubout mâtiné de Le Tan sont adorables et drôles, et le message très clair dans notre monde de décibels.

Catherine Segala

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

« L'art a plus de sens quand il interroge ou qu'il met en crise le sens que quand il affirme »

Entretien. Dans le cadre du cycle « Mai 68 » de notre dernière université d'été, notre camarade Marie a demandé à **Philippe Cyroulnik**, critique d'art, militant de la LCR et toujours proche de notre courant, de nous éclairer sur l'apport de l'art à Mai 1968 et, au-delà, au rapport entre art et politique.

Tout d'abord, pour toi, quel est le champ du travail de l'artiste ?

Un artiste travaille sur la forme et le sens. Il peut y avoir des travaux formalistes qui ont un effet de sens que je peux trouver tout à fait pertinent ; et des œuvres qui travaillent sur le sens, c'est-à-dire sur la mise en forme d'une pensée ou d'un message, sans avoir finalement de portée réelle.

Je pense qu'un travail a plus de sens quand il interroge ou qu'il met en crise le sens que quand il affirme. Il y a une force du négatif qui n'est pas comparable avec celle du positif, en particulier dans des situations conflictuelles historiquement. Cela dit, il est aussi possible de travailler la positivité sans disparaître sous les arcanes de la commande propagandiste – au sens où on perd la distance critique possible.

Que s'est-il passé dans l'art autour de mai 1968 ? L'art a-t-il joué un rôle sur le mouvement, et le mouvement sur l'art ?

Le monde artistique se mobilise avec les autres mais ne produit pas en tant que tel. La seule forme d'expression qui mobilise une pratique artistique durant le mouvement, c'est l'atelier populaire des Beaux-Arts. Mais son fonctionnement est surdéterminé par des impératifs liés au mot d'ordre ou à une situation à dénoncer : il relève de l'agit prop. En plus, il a lieu dans le cadre d'un mouvement immédiat, et sur une période très courte – en gros du 6 mai à la fin juin.

Cela donne des choses parfois intéressantes graphiquement, mais qui sont fortement surdéterminées par leur dimension didactique et pédagogique et peu par un souci de transformation des formes.

Contrairement à 1917, il n'y a pas d'émergence d'un État ouvrier qui permet aux artistes de penser leur production dans une tout autre temporalité, et de manière déconnectée de la question du marché. Sur le plan de la production en tant que telle, je considère que le seul « moment artistique », ce sont les affiches de 68.

Si l'on s'extrait de la période stricte de mai 1968, quelles influences le mouvement a pu avoir sur les artistes, à plus long terme ?

Rappelons d'abord que Mai 68, dans le domaine culturel, s'inscrit dans un double processus plus large que le mouvement même de 1968. D'une part un processus de radicalisation des antagonismes et des conflits sociaux, de radicalisation politique du mouvement ouvrier, d'émergence de courants révolutionnaires ; et d'autre part un processus de radicalisation des formes artistiques, littéraires et musicales.

Pour ce qui est de la peinture, il faut citer des courants qui, sans nécessairement entretenir la même relation à la question du politique, ont en commun une radicalisation de leur attitude face à la notion d'œuvre d'art, qui passe par un processus de déconstruction des formes artistiques et revendique une radicalité politique au sens large du terme, et qui est affirmée comme telle par les artistes. Ce sont des courants aux États-Unis, qui se sont inspirés des avant-gardes historiques abstraites (constructivisme ou suprématisme de Dada) :

- les artistes conceptuels ou minimalistes ;

- les artistes néodadaïstes et une partie des artistes pop qui vont s'engager très tôt dans une interrogation à la fois sur la forme de la création et sur les représentations du monde.

Cette dynamique existe aussi en France avec deux courants :

- un courant plutôt abstrait, qui revendique un travail de déconstruction de la production artistique et d'affirmation du fait qu'il y a une dimension matérialiste à la production artistique elle-même et que la réalité de l'art,

c'est ses constituants, et que donc être matérialiste en art, c'est revendiquer un travail de réflexion, de production / réflexion sur le mode de production de la peinture ;

- un autre courant va s'affirmer du côté de la représentation : une volonté d'inscrire le réel dans le champ de la production sur un mode critique. Cela comprend des pratiques assez proches du réalisme socialiste, d'autres qui seraient celles d'un travail de réflexion critique sur le réel, jusqu'à ce que j'appellerais la nouvelle figuration ou ce qu'on a appelé la figuration analytique, une sorte de mise en crise du système de représentation ;

- le troisième domaine dans lequel l'art va intervenir, mais très progressivement, et même de manière postérieure au mouvement de 1968, surtout pour la France, c'est la question du corps et à travers la question du corps, celle du genre et du statut sexuel et du genre sexuel. Cela commencera d'abord par la question de l'identité sexuelle et ensuite par la question du genre, c'est-à-dire, « Qu'en est-il de la représentation des femmes dans le monde de l'art ? », du côté de l'art féministe, qui va recouper des réalités assez différentes.

Les artistes se positionnent-ils par rapport à l'isolement de leur art ?

Hanns Eisler – compositeur communiste – poussait, en 1928 « un cri de détresse du musicien moderne qui ne se fait pas d'illusions quant à l'isolement terrible de son art, qui ne se satisfait pas de mettre au monde une œuvre après l'autre pour le seul plaisir de produire, qui veut créer une œuvre vivante, mais qui répugne à procurer à quelques gourmets des plaisirs de plus en plus raffinés. »

C'est désespérant pour lui. Il y a une contradiction qui est quasiment insurmontable dans le cadre d'un ordre social divisé en classes. Mais parfois cela déborde sa marginalité dans la lutte. Ainsi l'affiche célèbre d'El Lissitzki, le Triangle rouge enfonce le cercle blanc, vient d'un dessin suprématiste beaucoup moins connu du « grand public ». Pour son *Guernica*, Picasso ne modifie pas son langage pictural. Mais le contexte de sa production et de son exposition en font une œuvre symbole.

L'irruption de mouvements sociaux transforme le mode d'expression des gens. Cela ne rend pas forcément les œuvres lisibles, mais cela fait que des choses qui se sont passées dans les avant-gardes ou dans les expériences artistiques contemporaines, passent dans le champ social et sont appropriées par les gens comme force d'expression.

Penses-tu que le devenir politique d'une œuvre est postérieur à l'œuvre ?

Oui, sauf quand tu es dans l'immédiateté d'une forme. Mais pour que des pratiques artistiques puissent s'inscrire dans le domaine social, il faut qu'elles soient prises en charge par le mouvement social, et/ou par l'État en train d'émerger, sans les réduire à un art d'État.

Ce qui me semble possible en revanche, c'est de donner des outils



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

aux gens. Tous les arts supposent un savoir-faire, dont on ne peut pas faire l'économie. Quand les maos disent « À bas l'art bourgeois, à bas l'écriture bourgeoise, etc. », ce sont des conneries : pour produire quelque chose, il faut en avoir le mode de production, quitte à en faire un usage critique ou à élargir le champ et son mode de production. Pour écrire de la musique, il faut lire des notes. Il y a une forme de musique qui part uniquement de l'écoute, mais ça n'est pas la forme unique. Ce que je trouve dangereux, c'est de dire que c'est la seule forme qui est possible parce qu'elle peut être appropriée par tout le monde.

Les artistes ont-ils inclus cette problématique de la réception dans leur pratique ?

Certains oui ; mais je n'ai pas d'exemple de pratique d'artistes minimalistes ou conceptuels américains qui utilisent leur forme artistique pour produire des activités militantes ou de façon très limitée. Martha Rosler, par exemple, qui est la grande référence avec « la guerre retourne à la maison », son œuvre n'a eu à l'époque qu'une visibilité sociale limitée. Aujourd'hui, on

commence à la voir. Mais, à l'époque, ce sont des collectionneurs privés qui l'accueillent et, aujourd'hui encore, c'est dans des collections privées qui appartiennent à des entreprises qui ont peut-être participé à la guerre au Vietnam. C'est comme les photographes qui photographient les sans-papiers, et dont on retrouve ensuite les photos chez des marchands de biens qui sont peut-être aussi des marchands de sommeil.

La question, ça n'est pas de savoir si on photographie ou pas des sans-papiers. C'est : que fait-on au moment de la vente ? Quand tu as été amené à travailler avec des gens, est-ce que quelque chose leur est restitué ? Je finis par trouver obscène que l'image, au lieu de mettre à jour la souffrance et la violence du monde, l'esthétise et donc la dépolitise. Peut-être aussi faut-il considérer que certaines doivent entrer prioritairement dans des collections publiques.

Un dernier mot autour de 1968 ?

Pour moi, la plus belle œuvre de 68, c'est la *Reprise*. C'est un film apparemment très « simple » qui consiste en un plan séquence sur cette ouvrière qui refuse de rentrer aux usines Wonder après la grève. Je pense que c'est l'image de 68 : c'est l'image d'un combat, d'une défaite et d'une résistance. Ce refus de la défaite, ce refus de baisser les bras, de lâcher la grève, tous les films du monde pourront en parler, mais personne ne résiste à ces dix minutes de film. C'est un chef-d'œuvre absolu et bouleversant. Ça dispense d'une « belle histoire » sur la dictature du prolétariat, le taux d'exploitation, les méchants patrons.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LA POSTE, UNE DIRECTION DESTRUCTRICE. En 2008, on comptait 204 bureaux de poste en Isère. Dix ans plus tard il n'en reste plus que 125. Beaucoup ont tout simplement fermé, d'autres ont plus subtilement été « adaptés en point de contact ». En novlangue managériale cela signifie qu'un recoin de mairie ou de supérette orné du logo jaune et bleu permet de faire quelques opérations basiques comme déposer un colis. Cette ruse est inspirée de la poste allemande privatisée dès 1995, qui est parvenue à fermer la majorité de ses bureaux en ouvrant des points relais dans des commerces. Fermer des bureaux de poste fait partie des objectifs des directeurs de La Poste. Un consultant en « management du changement » chez IBM a même rédigé des « modes opératoires » pour aider les cadres sup' de La Poste à bien s'y prendre.

Dans la pratique, ce que vous observerez c'est d'abord une réduction des horaires d'ouverture et des services de votre bureau de poste. Ensuite, des fermetures se font un peu au hasard selon le manque de personnel. La direction fait alors un « diagnostic partagé » avec la mairie pour constater que la fréquentation du bureau est en chute libre. [...]

Philippe Wahl, PDG de La Poste, affirme dans une lettre à l'Association des maires de France que les réductions d'horaires d'ouverture sont dues à « la baisse tendancielle de la fréquentation des guichets qui résulte du développement de l'accessibilité multicanale attendue par notre clientèle ». C'est donc la faute à internet et aux clients si on doit fermer votre Poste, sûrement pas à la privatisation. [...]

Mais La Poste n'est pas une entreprise comme les autres : elle est signataire d'un « contrat de présence territoriale » conclu avec l'État et l'Association des maires de France. Elle est également investie par plusieurs lois d'une mission d'aménagement du territoire reconnue par la Commission européenne. La Poste est ainsi tenue à des règles d'accessibilité du service public, en particulier dans les zones rurales et les quartiers prioritaires de la ville. Une grosse contrainte ? Pas exactement. Car pour financer le coût de ce maillage géographique, La Poste est quasiment exemptée de taxe foncière et de contribution économique territoriale. L'argent ainsi économisé en impôts est reversé au Fonds postal national de péréquation territoriale.

En 2017, l'enveloppe du fonds de péréquation allouée pour le seul département de l'Isère était de plus de 2,6 millions d'euros. Cet argent devrait servir à maintenir les bureaux de poste ouverts.

Mais, dans les faits, en Isère, plus des deux tiers de la somme financent les travaux, équipements et rémunérations des « points de contact » externalisés. Ce fonds de péréquation sert donc avant tout à transformer des bureaux de poste en petits relais postaux. La Poste utilise donc l'exonération des impôts qu'elle doit à vos communes pour fermer vos bureaux de poste ! [...]

Les bleds paumés du Nord-Isère, les quartiers grenoblois ? Pas grave : ce qui compte c'est la présence postale dans les stations de ski huppées : Huez est un village de 1300 habitantEs, mais son bureau de poste est encore ouvert 20 heures par semaine, contrairement à beaucoup des villages de cette taille.

Bastamag, 23 octobre 2018 (article initialement publié dans le *Postillon*, journal régional de Grenoble et de sa région).

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org